

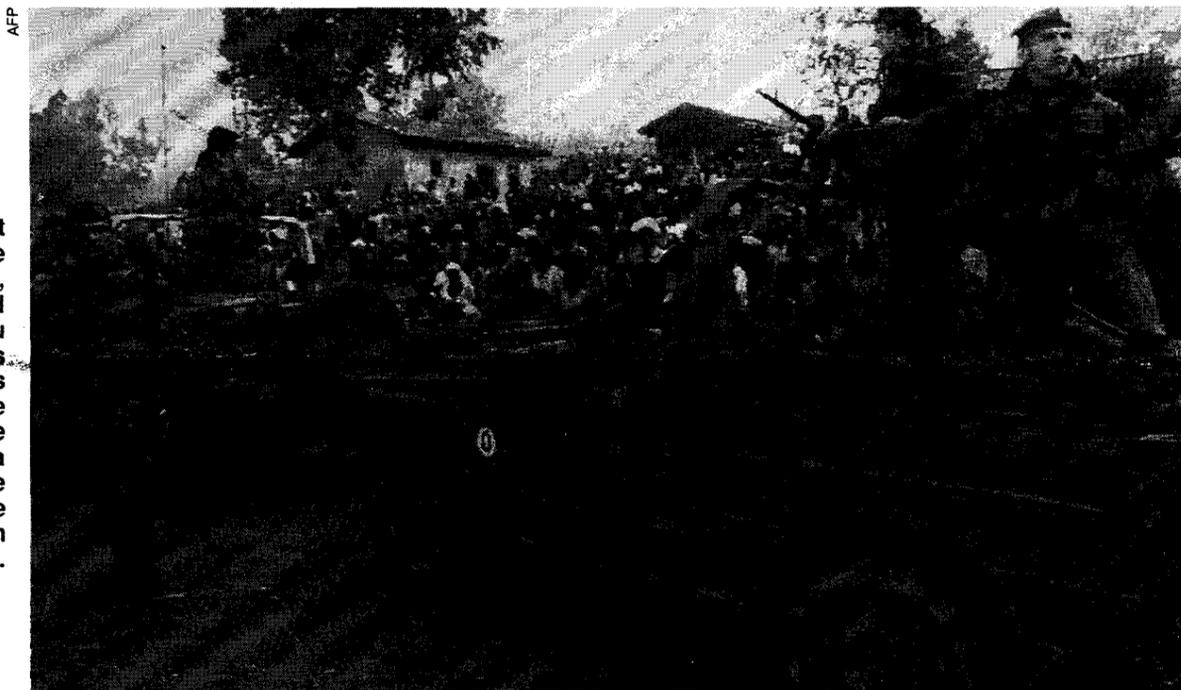
Impérialisme français, ONU, hors d'Afrique!

Mitterrand-Balladur, bas les pattes devant le Rwanda!

N.Y. COMMUNIST LEAGUE
P.O. BOX 8381
CHURCH ST. STATION
NEW YORK, NY 10008
212 - 287-1025

26 juin - Il y a trois jours, les premières troupes françaises de l'opération «Turquoise» pénétraient au Rwanda, une petite république au centre de l'Afrique. Dès lundi 20 juin, sans attendre le feu vert de l'ONU (donné mercredi dernier), le gouvernement Mitterrand-Balladur avait envoyé son armée d'intervention au Zaïre, à la frontière avec le Rwanda. A ce jour, sont prévus 2 500 hommes équipés de blindés légers et de mortiers lourds et appuyés par des hélicoptères, des Jaguar et autres Mirage. La plupart d'entre eux étaient déjà stationnés dans les dépendances néo-coloniales de la France en Afrique: Centrafrique, Djibouti, Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon. Prétendre que ces tueurs d'élite racistes de la soldatesque coloniale française interviendraient à titre «humanitaire», pour sauver une population effectivement victime d'une abominable guerre civile, est un mensonge particulièrement cynique. Tous ceux en France qui - immigrés et enfants d'immigrés - ont eu leur famille massacrée par les légionnaires et autres paras dans les sales guerres coloniales de l'impérialisme français et qui subissent quotidiennement la terreur des flics de Mitterrand-Pasqua connaissent le vrai visage de cet Etat bourgeois raciste.

Sous couvert d'«aide humanitaire», Mitterrand envoie au Rwanda les tueurs racistes de son armée coloniale assurer la domination de l'impérialisme français en Afrique.



Même après les «indépendances africaines», la France impérialiste a continué à écraser l'Afrique dite «francophone» sous son joug néo-colonial, tuant, pillant, affamant - comme la récente dévaluation de 50 % du franc CFA qu'elle vient d'im-

poser. Si elle intervient aujourd'hui à nouveau au Rwanda, c'est pour maintenir sa domination néo-coloniale en Afrique et, par-là même, sa place de «puissance» internationale. Pour ce faire, elle est prête à commettre de nouveaux massacres.

Le devoir du mouvement ouvrier en France est de mobiliser les travailleurs et tous les opprimés, contre «leur» propre bourgeoisie, pour exiger: *Mitterrand-Balladur, bas les pattes devant le Rwanda!*
Suite page 8

Non aux expulsions racistes!

8 juillet - Le gouvernement Mitterrand-Balladur a ouvert un nouveau front dans sa guerre raciste. Il y a quelques semaines, à l'approche des vacances scolaires, était dévoilé son projet d'expulser de ce pays des jeunes issus de l'immigration, pour la plupart nés ou scolarisés en France depuis leur plus tendre enfance, et - par centaines - des enseignants, salariés de l'Education nationale souvent depuis des années, qui n'ont pas eux non plus la nationalité française.

Les lycées et collèges emploient aujourd'hui environ 5000 de ces maîtres auxiliaires, enseignants non titulaires (qui ne peuvent d'ailleurs pas être titularisés puisque n'étant pas de nationalité française), sous-payés et dont le contrat de travail doit être renouvelé chaque année. Jusqu'ici, l'extrême précarité juridique de leur situation était atténuée par la pénurie tout aussi extrême d'enseignants qualifiés - en particulier dans les zones les plus difficiles des banlieues-ghettos. Bon an mal an, les rectorats étaient contraints de renouveler la plus grande partie des contrats de maîtres auxiliaires, voire de demander aux préfetures d'accorder des dérogations aux lois racistes qui restreignent le droit des «étrangers» à travailler en France.

Pour transformer la plupart de ces salariés de l'Etat en «clandestins», et les expulser, le gouvernement a donc tout bonnement donné l'ordre à l'administration de l'Education nationale, trop «laxiste», de ne plus recruter directement du personnel enseignant auxiliaire mais de passer par l'ANPE. Les étudiants étrangers ne pourront plus enseigner que dix heures par semaine (une coupe sombre fatale dans leurs revenus) et les «salariés temporaires» devront préalablement demander au préfet une autorisation provisoire de travail. Mais en plus, et surtout, le tout est soumis au principe xénophobe de la «préférence nationale» qu'est chargée d'appliquer l'ANPE, «invitée» à recruter pour ces postes des «cadres français au chômage».

Licencier et expulser des immigrés pour «donner du travail à des Français» n'est effectivement rien d'autre que la politique de «préférence nationale» - réclamée depuis des années par les fascistes du Front national. Le fait que l'administration donne ainsi l'«exemple» des épurations racistes remet en mémoire un sinistre précédent: l'exclusion, organisée dès 1940 par le régime de Vichy, des Juifs de l'éducation et du reste de la fonction publique. Cette contribution essentielle à leur mise au ban de la société préparait leur arrestation par la police française et leur déportation dans les camps d'extermination nazis.

Il faut stopper net cette infâme provocation raciste et balayer la campagne
Suite page 11

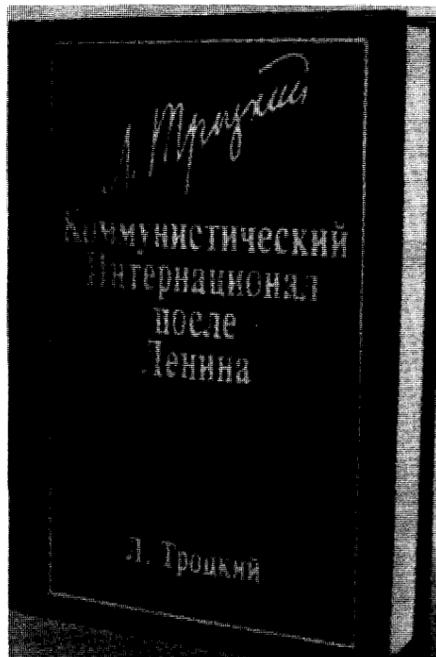
M 2651 - 129 - 5,00 F-RD



« L'Internationale communiste après Lénine » Un ouvrage de Trotsky publié en russe pour la première fois

La Prometheus Research Library a le plaisir d'annoncer la publication en russe du livre de Trotsky *L'Internationale communiste après Lénine*. Les lecteurs russes n'avaient jamais eu accès à cet ouvrage. Publié à Moscou, grâce aux efforts considérables des militants de la Ligue communiste internationale, ce volume contient les documents clés de la fondation du courant trotskyste mondial. Le cœur du livre, « Critique du programme de l'Internationale communiste » ainsi que « Et maintenant ? », une lettre au VI^e congrès de l'Internationale communiste (IC) qui se tint à Moscou en 1928, portèrent le combat de l'Opposition de gauche, qui jusque-là avait été mené à l'intérieur du parti russe, dans l'arène de l'Internationale.

Le VI^e congrès faisait suite à cinq années de dégénérescence bureaucratique de l'IC. Les fruits pourris de la politique de Staline, nourris par le dogme nationaliste empoisonné du « socialisme dans un seul pays », avaient démontré de façon tangible la validité du combat de Trotsky pour restaurer la démocratie dans le parti et revenir à la perspective de la révolution mondiale. Les documents publiés dans ce livre mettaient à la disposition des communistes léninistes la critique implacable formulée par l'Opposition du lamentable bilan des désastres provoqués par les vacillations centristes de l'IC, depuis la subordination du Parti communiste chinois aux nationalistes petits-bour-



geois du Kuomintang - avec comme résultat l'écrasement dans le sang de la Révolution chinoise - jusqu'à la transformation du Parti communiste britannique en appendice de gauche de la direction social-démocrate des trade-unions à l'époque de la grève générale de 1926.

Avec leurs analyses qui ne laissent aucun détail dans l'ombre, la « Critique » et « Et maintenant ? » constituent un véritable manuel de stratégie commu-

niste. Ces deux documents furent diffusés de façon très restreinte lors du VI^e congrès, dans de mauvaises traductions et des versions abrégées (amputées, par exemple, de toute la deuxième partie de la « Critique »). Mais pour certains des cadres de premier plan qui purent les lire, comme James P. Cannon et Maurice Spector, qui devaient devenir les dirigeants fondateurs du trotskysme en Amérique du Nord, ces documents apportèrent une netteté politique et une clarté des objectifs révolutionnaires exceptionnelles.

Sorties clandestinement d'URSS, ces traductions anglaises partielles furent publiées par les trotskystes américains en 1929. Pour la première fois, les groupes sans cohérence des partisans de Trotsky en Europe et dans le reste du monde avaient accès à son évaluation incisive de la politique de l'après-Lénine, sur le plan intérieur et international. La « Critique » joua un rôle crucial dans l'extension internationale de l'Opposition de gauche au-delà des frontières de l'Union soviétique. Mais elle perdit de son actualité immédiate, et son importance prit un caractère plus historique quand Staline se débarrassa de Boukharine et que le Comintern passa des idioties d'apparence gauchistes de la « troisième période » à la politique de collaboration de classes caractérisée du Front populaire, complètement mise en place en 1935.

En 1930, une traduction française

complète de ces documents fut publiée dans un volume qui reproduisait également les articles « La question chinoise après le VI^e congrès » et « Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? » Cette édition était la première à être approuvée par Trotsky, qui déclarait qu'elle constituait « l'unique et seule édition de cette œuvre dont je sois responsable envers les lecteurs ».

A l'exception de l'introduction de la Prometheus Research Library, la présente édition russe reproduit fidèlement le contenu et l'ordre de présentation des textes de l'édition française de 1930, y compris l'introduction de Trotsky. La version russe a été élaborée à partir des manuscrits dactylographiés conservés à la Houghton Library de l'université de Harvard. Comme nous l'expliquons dans notre introduction à cette première édition russe : « Il est impératif que les héritiers politiques du prolétariat qui a fait la révolution d'Octobre se réapproprient l'héritage révolutionnaire qui leur appartient de droit. Nous présentons par conséquent ces documents historiques vitaux aux travailleurs de l'ex-Union soviétique. »

Un nombre limité d'exemplaires sont disponibles hors de l'ex-URSS.

150 F

Pour toute commande :

Le Bolchévik - BP 135-10

75463 Paris cedex 10

La vérité sur le « Jour J »

Les dirigeants impérialistes français, britanniques et américains commémorent cyniquement le 50^e anniversaire du « Jour J », en proclamant que le débarquement de Normandie a été le tournant de la Deuxième Guerre mondiale. Ceci est un mythe. Les forces hitlériennes ont été vaincues par l'Armée rouge sur le front de l'est, où plus de 27 millions de citoyens soviétiques sont morts en défendant l'URSS et ses bases sociales collectivisées contre le fléau nazi (voir « Le jour J était en "vedette américaine" - Ce sont les Russes qui ont écrasé les nazis », le Bolchévik n° 48, juillet 1984). La Quatrième Internationale a lutté pour la défense de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, tout en s'opposant aux deux camps impérialistes dont les buts de guerre réels étaient une

redistribution des colonies et des marchés. Staline, qui a sapé la défense de l'URSS, a également étouffé les soulèvements révolutionnaires en Europe à la fin de la guerre. Fidèles à l'internationalisme prolétarien, nos camarades ont courageusement cherché, en France, à organiser les soldats allemands contre les dirigeants nazis, en publiant clandestinement le journal en allemand Arbeiter und Soldat (Travailleur et Soldat). Nous reproduisons ci-dessous un extrait de l'article « La classe ouvrière devant le "second front" - Comment en finir avec le fascisme et la guerre ? » publié à la veille du débarquement dans le numéro de mai 1944 de la Vérité, l'organe central du Parti communiste internationaliste (section française de la Quatrième Internationale).

Et pourquoi ces Messieurs de la City et de Wall Street seraient-ils pressés de finir la guerre? La guerre accumule les destructions et les cadavres, le sang et les larmes. Mais elle accumule aussi l'or dans les réserves de la Banque des Etats-Unis et dans les coffres de M. Morgan, les dividendes dans les poches des actionnaires de l'United Steel ou de la General Motors. Aussi prenait-on bien soin de permettre à « l'ennemi » allemand de recevoir du pétrole par l'Espagne, des aciers spéciaux et même des moteurs Ford par l'intermédiaire des pays neutres.

Pourquoi ces Messieurs de Wall Street et de la City seraient-ils pressés de finir la guerre? Leur intérêt, l'intérêt des marchands de canons, des trafiquants et des politiciens réactionnaires était précisément de laisser l'URSS s'épuiser dans le combat, perdre ses richesses et sa jeunesse, afin qu'elle sorte de la guerre appauvrie, exsangue et toute prête, sous la pression, le chantage et les menaces de la bourgeoisie

mondiale à abandonner sa structure socialiste et à ouvrir son marché à l'impérialisme.

Pendant que l'URSS perdait son sang, les impérialistes anglais et américains accumulaient à proximité de l'Europe de gigantesques stocks de matériel et des armées innombrables dans l'espoir de pouvoir dicter leur loi à l'URSS et à l'Europe.

Tel était leur plan. Mais voici que

conseils d'usines. De la Norvège à la Grèce, de la France en Pologne, les masses travailleuses reprennent confiance en elles-mêmes et entrent en action. Dans ces conditions, le gendarme allemand affaibli va bientôt devenir impuissant à assurer la police et à endiguer la marée révolutionnaire montante.

A ce moment précis, le second front devient nécessaire : la bourgeoisie veut dresser son armée face à l'Armée rouge qui

Le 1er mai 1945, des soldats soviétiques plantaient le drapeau rouge sur Berlin. C'est l'Armée rouge qui a libéré l'Europe du cauchemar nazi.



l'Armée rouge a résisté, elle a avancé et elle refoule les armées impérialistes allemandes au-delà de l'URSS. Elle menace aujourd'hui la Roumanie, la Hongrie et se fraye un chemin vers l'Europe centrale.

En même temps le prolétariat se réveille dans tous les pays. Récemment, on a vu les ouvriers italiens balayer le fascisme et constituer spontanément leurs

avance vers l'Occident, et face à la vague révolutionnaire qui monte dans toute l'Europe et menace de tout emporter.

En dépit des affirmations d'une propagande aussi hypocrite que celle des nazis, le second front, ce n'est pas un second front contre le nazisme (en ce cas, il existerait depuis des mois...) C'est un front contre la Révolution et contre l'URSS.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy (réalisation), Xavier Gomez, Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef)
DIFFUSION: Alain Armandier
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Paris Presse
Chemin des Epinettes - 77200 Torcy
Commission paritaire: n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Contre-révolution et bain de sang nationaliste

L'« extrême gauche » et les Balkans

La contre-révolution capitaliste dans l'ancien Etat ouvrier déformé yougoslave a déchaîné une orgie de bains de sang nationalistes qui menacent d'entraîner une conflagration européenne plus large. En dépit de l'actuel consensus de façade entre les divers impérialistes sur la situation des Musulmans slaves, l'ex-Yougoslavie est un chaudron où bouillonnent intrigues et conflits interimpérialistes.

Pour nous, révolutionnaires internationalistes, il n'y a aucun camp à prendre dans l'horrible guerre fratricide qui fait rage entre Serbes, Croates et Musulmans slaves. Tout en appelant les travailleurs - dans le cadre de la lutte pour instaurer une fédération socialiste des Balkans - à s'unir pour renverser les dirigeants nationalistes bourgeois, nous insistons dès à présent que, en cas d'attaque impérialiste contre les Serbes, c'est le devoir de la classe ouvrière internationale de défendre la Serbie. *Impérialistes, bas les pattes devant la Serbie - Halte au blocus de famine! Retrait immédiat des Balkans de toutes les forces de l'OTAN-ONU!*

Les réformistes du PCF multiplient les appels à la « paix », contre un engagement de l'OTAN, mais c'est pour réclamer celui de... l'ONU - la caverne des brigands impérialistes ! Ainsi ont-ils salué dans « le déploiement des premiers casques bleus [...] une lueur d'espoir », et ils réclament un « embargo effectif » (*l'Humanité*, 25 avril). Par ailleurs, ils pressent le gouvernement français de « mettre tout son poids pour obtenir une vraie relance

nance de bombardements aériens massifs de l'ONU-OTAN, leur « solution politique » - comme le demande le PCF: un dépeçage de l'ancienne République fédérale socialiste de Yougoslavie - une « solution » qui ne fera que préparer d'autres massacres !

Mais la « conférence internationale » des Hue et autres Marchais ressemble à s'y tromper à la conférence que réclame aussi le gouvernement Mitterrand-Balladur entre Américains, Russes et Européens. La bourgeoisie française et ses valets sociaux-chauvins à la tête du PCF ont le même souci : ne pas voir la France

qu'est la LCR a, dès 1992, appelé l'Europe capitaliste à « agir collectivement » et par « tous les moyens » dans l'ex-Yougoslavie (*le Monde*, 26 août 1992). Tout naturellement, Krivine se trouve aujourd'hui encore en bloc non seulement avec les Rocard, Fiterman et autres Rigout mais aussi avec les anticomunistes frénétiques « BHL » et Glucksmann autour de la pétition « Pour une Europe solidaire de la Bosnie, contre la nouvelle barbarie », sortie à l'occasion de la célébration du Débarquement de 1944. Ladite pétition - qui, vitupérant les « Muniçois », se revendique des « valeurs de la

une intervention de l'OTAN.

Pouvoir ouvrier : soutien aux tchetniks, aux oustachis et maintenant...

Pouvoir ouvrier (PO) et ses camarades britanniques de Workers Power, eux aussi, ont décidé de s'aligner sur l'opération « Secours ouvrier pour la Bosnie ». Ils expliquèrent qu'au moins en Grande-Bretagne cette campagne maintenait un « engagement formel » à des revendications anti-impérialistes (*Workers Power* n° 173, décembre 1993). En guise d'« anti-impérialisme », une des premières actions dudit « Secours » sera de tenir un piquet devant le siège de l'ONU à Londres le 11 décembre dernier pour exiger que l'ONU ouvre l'aéroport de Tuzla !

PO et son organisation internationale, la Ligue pour une internationale communiste révolutionnaire (LICR), ont le douteux « honneur » d'avoir soutenu tous les camps. D'abord, ils ont fait de la retape pour les droits des nationalistes croates pro-oustachis. Puis, en juillet 1992, leur section autrichienne, l'ArbeiterInnenstandpunkt (ASt), s'est engagée dans un scandaleux « front unique » avec des monarchistes et des fascistes serbes (lire « Solidarité en Autriche », *Pouvoir Ouvrier* n° 22, automne 1992). Alors, leur revue internationale, *Trotskyist International* (septembre-décembre 1992), déclarait que « le soutien à la Croatie et aux Musulmans bosniaques n'est rien moins que le soutien aux intérêts de la classe dirigeante autrichienne ».

Récemment, la LICR est passée à la défense des Musulmans bosniaques. Elle déclare maintenant que depuis l'automne 1992 « la nature du combat des Musulmans a changé; il est devenu une guerre de résistance justifiée contre l'annihilation ethnique » (*Pouvoir Ouvrier* n° 23, printemps 1993). C'est à peu près au même moment que s'accélérait la campagne occidentale en faveur de la « pauvre petite Bosnie ». Et ces centristes invétérés appellent, en cas de frappes aériennes, le mouvement ouvrier à dénoncer ces frappes aériennes, à « soutenir le droit des Serbes bosniaques à résister » et à « continuer à donner un soutien à la résistance dirigée par les Musulmans bosniaques » (*Workers Power* n° 178, mai) - tout ça en même temps !

En dépit du vacarme fait sur « l'auto-détermination » du régime de Sarajevo, la Bosnie n'a jamais été autre chose qu'une simple subdivision administrative de la Yougoslavie. Les Musulmans bosniaques, en situation d'infériorité militaire, ont longtemps vu une intervention impéria-

Suite page 10

**Toutes les forces de l'OTAN-ONU,
hors des Balkans !
Défense de la Serbie
contre l'attaque impérialiste !**

exclue par ses « alliés » d'un partage d'influence dans une région où, protectrice historique des Serbes, elle ambitionne toujours de jouer à la « grande puissance ».

La « pauvre petite Bosnie »

A l'« extrême gauche », on trouve aussi une kyrielle de groupes qui, capitulant

Résistance » (chères aux gaullistes et aux stalinien) et compare les « résistants d'aujourd'hui en Bosnie » aux « résistants d'hier » - se conclut ainsi: « C'est aux côtés de cette résistance que nos gouvernements auraient dû intervenir, c'est à ses côtés que nous sommes » (*le Monde*, 2 juin).

Le Secrétariat « unifié » (SU) de Mandel (dont la LCR est la section française) a participé, en juin 1993, au lancement en Grande-Bretagne de l'opération « Secours ouvrier pour la Bosnie » qui organisera un convoi pour acheminer des vivres à Tuzla, en Bosnie. Le SU se vantera même, à cette occasion, d'une conférence de presse commune avec le gouvernement bosniaque le 18 septembre 1993 (lire *International Viewpoint* n° 248, septembre 1993) ! Selon le Workers Revolutionary Party britannique (WRP) et les morénistes de la Ligue socialiste des travailleurs (LST) - autres misérables capitulards participant au « Secours ouvrier pour la Bosnie » - une partie du convoi (celle qu'avait en charge le SU) aurait brisé l'« unité » en décidant, afin de pouvoir traverser les lignes de l'ONU et se rendre à Tuzla, « d'accepter le diktat de l'ONU, d'effacer de ses camions les sigles du Secours ouvrier et de les placer sous le contrôle de l'ONU » (Supplément à *Coordination* n° 29, 28 janvier). Cela conduira à une scission dans ledit « Secours ». Mais quelles que soient leurs divergences tactiques, les différents participants au « Secours ouvrier pour la Bosnie » ne font que servir de couverture « de gauche » à



Der Spiegel

Soldats français en Bosnie. Les différents impérialistes veulent organiser à leur profit le dépeçage de l'ancien Etat ouvrier déformé yougoslave.

du dialogue », pour une « conférence internationale » qui, organisée sous l'égide de l'ONU, apporterait une « solution négociée ». Récemment, Francis Wurtz, tête de liste du PCF aux élections européennes, déclarait : « Nous accueillons favorablement la perspective de la tenue d'un sommet Etats-Unis-Russie sur la Bosnie avec la participation de toutes les parties concernées, dans la mesure où toute initiative visant à rechercher une solution politique à cette tragédie est, à nos yeux, bienvenue » (*l'Humanité*, 22 avril). Il faut être un bien misérable social-chauvin pour oser faire croire que les impérialistes pourraient présider à une solution juste pour tous les peuples de la région !

La vérité c'est, comme nous l'écrivions dans le dernier *Bolchévik*, que « les chacals nationalistes qui, tous, s'achament sur le cadavre de la Yougoslavie ne sont pas les seuls responsables du bain de sang intercommunautaire. Derrière eux se tiennent des puissances impérialistes qui poussent de plus en plus leurs intérêts particuliers. » Et, aujourd'hui, les impérialistes sont d'accord pour imposer, sous la me-

devant la bruyante campagne belliciste probosniaque, sont à la traîne des impérialistes. Dernièrement en France, les élections européennes ont été l'occasion d'un répugnant cirque médiatique autour de la liste « L'Europe commence à Sarajevo » qu'ont lancée les « philosophes » Bernard-Henry Lévy et André Glucksmann. Rocard, et avec lui la fraction de la social-démocratie qui n'apprécie pas la politique balkanique de Mitterrand (encore trop attaché à la « traditionnelle amitié » avec les Serbes qu'il ménage toujours aujourd'hui), a rivalisé avec cette soi-disant « intelligentsia », aussi ignare que corrompue, en propos guerriers pour appeler à la levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie.

L'« extrême gauche » probosniaque ne se contente pas d'emboucher les trompettes de la propagande de guerre impérialiste qui désigne les Serbes comme les seuls responsables des massacres; elle réclame à cor et à cri une intervention militaire plus massive encore des Occidentaux aux côtés de la « pauvre petite Bosnie » ! La succursale social-démocrate

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant *Spartacist*)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m — Canada : 12 \$

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Pour un pouvoir prolétarien noir!

Afrique du Sud: un test pour l'« extrême gauche »

Les porte-parole des diverses bourgeoisies ont, partout dans le monde, salué l'élection de Nelson Mandela, le premier président noir de l'Afrique du Sud. Faisant écho à cet enthousiasme, Robert Hue, le remplaçant en titre de Marchais à la tête du PCF, déclara, lors de sa visite en Afrique du Sud (où il participa, aux côtés de diverses têtes couronnées, chefs d'Etat et autres « personnalités », à ce grand show du « nouvel ordre mondial » impérialiste qu'a été la cérémonie d'investiture de Mandela): « C'est une victoire historique pour l'Afrique du Sud mais aussi pour l'humanité » (*l'Humanité*, 10 mai). Même son de cloche du côté de la LCR, dont l'hebdomadaire, *Rouge* (28 avril), titrait à propos des élections sud-africaines d'avril: « A l'aube d'un jour nouveau. »

Au contraire, nous, trotskystes, avons dit la vérité sur le pacte qu'a conclu l'ANC avec les maîtres de l'apartheid, et qui garantit une place dans le « gouvernement d'unité nationale » au principal parti de la classe dirigeante blanche – le Parti national de De Klerk: « L'accord ANC-De Klerk trahit la libération des Noirs » (*le Bolchévik* n° 128, mai-juin). Là où les Hue et autres Krivine s'extasient sur la « victoire historique » et le « jour nouveau » qui s'ouvrirait, nous disons des nationalistes au pouvoir qu'ils sont les « hommes de paille noirs du capitalisme de néo-apartheid »; tout en notant, en particulier, que « bien que les élections soient présentées comme la « transition vers la démocratie », elles sont en fait bien loin d'« une personne, une voix », nous insistons sur le fait que « la conquête des droits démocratiques élémentaires (sans parler de l'expansion et de la redistribution économiques gigantesques nécessaires pour assurer une vie décente à tous les habitants de l'Afrique du Sud) ne pourra être obtenue qu'en brisant le pouvoir économique et politique des conglomérats miniers et manufacturiers géants, en expropriant leurs actifs et en jetant ainsi les bases d'une économie planifiée, sous un régime des conseils ouvriers » (*Ibid.*)

Les luttes héroïques des masses opprimées noires ont contraint la classe dirigeante blanche à abandonner son système rigide d'oppression raciste connu sous le nom d'apartheid (réservant la « démocratie » à la minorité privilégiée blanche, alors que l'écrasante majorité non blanche subissait la répression totalitaire). Mais les maîtres de l'apartheid et leurs commanditaires impérialistes espèrent avoir préservé les fondements du capitalisme de l'apartheid en le revêtant d'oripeaux « démocratiques ». Tout comme les luttes des Noirs ont brisé le vieux système de l'apartheid, elles briseront l'accord de néo-apartheid de « partage du pouvoir » entre les « Randlords » et leurs nouveaux porte-parole noirs. La libération des Noirs exige la révolution socialiste. Pour une république ouvrière centrée sur les Noirs! Pour un parti ouvrier bolchévique!

Les élections en Afrique du Sud ont représenté un test décisif pour les organisations qui se réclament de la révolution socialiste. Et, une fois encore, la plupart d'entre elles se sont démasquées à cette occasion. En soutenant l'ANC, que ce soit ouvertement ou derrière une feuille de vigne d'« indépendance », elles ont fait cause commune avec leur propre bourgeoisie. Ce n'est pas surprenant de la

part de ces organisations qui, dans le passé, appelaient à ce que les impérialistes appliquent des sanctions contre l'Afrique du Sud pour faire pression sur le régime de l'apartheid. Elles peuvent considérer la situation actuelle en Afrique du Sud comme leur victoire, mais, pour les masses sud-africaines, cela signifie que maintenant c'est un président et des ministres noirs qui commanderont à l'armée et à la police de réprimer les habitants des townships et les travailleurs en grève. L'ANC aux affaires ne peut satisfaire aucune des revendications de sa base. Le régime Mandela-De Klerk est assis sur une poudrière.

Le vieux mythe social-démocrate et stalinien de « révolution » pacifique au travers des élections est une illusion mortelle pour les exploités et opprimés aussi bien en Afrique du Sud que partout ailleurs. Pendant qu'une mince couche de dirigeants noirs est en train d'être intégrée, comme partenaires subordonnés, à la bourgeoisie, le pouvoir réel est entre les mains de l'appareil d'Etat hérité de l'apartheid. Le nouveau ministre sud-africain de la Défense, Joe Modise, dirigeant du PC sud-africain (le SACP) et ancien commandant de la branche armée de l'ANC (Umkhonto we Sizwe – MK), a annoncé que Georg Meiring, ancien chef des forces armées sud-africaines (SADF), sera en charge, pour les cinq prochaines années, de la « nouvelle » armée sud-africaine (rebaptisée SANDF). Au Chili, au début des années 70, l'Unidad Popular d'Allende signa des garanties « constitutionnelles » l'engageant à ne pas toucher à la hiérarchie militaire qui, par la suite, organisera un coup d'Etat sanglant renversant le gouvernement de gauche et faisant des dizaines de milliers de victimes.

L'Unidad Popular chilien était un front populaire – c'est-à-dire une coalition entre partis ouvriers et partis/politiciens bourgeois. Au travers d'une telle coalition de collaboration de classes, le prolétariat est enchaîné à la bourgeoisie. En Afrique du Sud, l'oppression raciste institutionnalisée est un facteur supplémentaire clé. L'ANC est un front populaire nationaliste qui a la forme d'un parti, incluant le SACP et les dirigeants syndicaux du COSATU. L'ANC au gouvernement trahit obligatoirement les aspirations de ses millions de partisans noirs à leur libération nationale; il tourne le dos à son propre programme démocratique bourgeois. On est loin de sa « Charte de la liberté » de 1955 et de ses promesses de nationalisation des mines et industries clés. Allouant moins de 3% du budget à son « Programme de reconstruction et de développement », le discours inaugural de Mandela devant le parlement « semblait, comme le note le *Washington Post* du 25 mai, plus fait pour les salles de réunion des conseils d'administration des sociétés que pour les townships où vivent beaucoup des Noirs pauvres d'Afrique du Sud ».

Ecrivait il y a 60 ans à ses partisans sud-africains, Trotsky ébaucha la politique d'une avant-garde communiste envers l'ANC, qui était déjà hégémonique auprès des Noirs: « Les bolcheviks démasquent aux yeux des masses indigènes l'incapacité du Congrès [ANC] à obtenir la réalisation même de ses propres revendications, du fait de sa politique superficielle, conciliatrice » (« Le problème national et les tâches du parti prolétarien », *Oeuvres*,

tome 5). Beaucoup de ceux qui se proclament aujourd'hui « trotskystes », au lieu de démasquer l'ANC (qui se proclame faussement le champion de l'émancipation des Noirs) et de se battre sur le programme de la révolution permanente pour instaurer un pouvoir prolétarien, servent de couverture de gauche aux nouveaux codirigeants bourgeois noirs.

Les JCR-Militant et SI: cautions de gauche de l'ANC

Ainsi, les courants regroupés internationalement autour des groupes britanniques Militant Labour (auquel sont affiliées en France les JCR-Gauche révolutionnaire) et Socialist Workers Party (auquel est affilié en France Socialisme international) ont appelé à voter pour l'ANC. Socialisme international (qui, par ailleurs, escamote dans son article de mai consacré aux élections sud-africaines l'appel de son organisation internationale à voter ANC) va jusqu'à saluer l'arrivée du « gouvernement à majorité noire » (c'est-à-dire le gouvernement Mandela-De Klerk) comme une « victoire indéniable ». Les JCR-Militant ont, eux, leurs militants sud-africains rassemblés dans la Marxist Workers Tendency qui se proclame partie intégrante de... l'ANC!

Peter Taaffe, le dirigeant de Militant

justifia, en réponse aux critiques de Trotsky, l'entrée des communistes chinois dans le Kuomintang et leur subordination à cette direction nationaliste bourgeoise. Cette politique menchévique conduisit à l'écrasement sanglant de la Révolution chinoise en 1927. Comme tout régime nationaliste bourgeois, un gouvernement de l'ANC en viendra nécessairement à réprimer les masses noires. Et les Taaffe et autres Elliott auront à en assumer la responsabilité politique.

Entretien de dangereuses illusions sur l'Etat, ils vont jusqu'à faire des avances aux flics noirs du régime de l'apartheid. Leur journal sud-africain, *Congress Militant*, publie une interview du « camarade [sic] Enoch Nelani », vice-président du « syndicat » de flics, le POPCRU (Police and Prisons Civil Rights Union), demandant que ces ennemis des luttes ouvrières/noires soient admis dans le COSATU. Pour se justifier, Taaffe se réjouit de voir que « les flics noirs en Afrique du Sud qui tiraient sur les travailleurs s'organisant en syndicats » soient maintenant « organisés eux-mêmes dans les syndicats ». « Exactement les mêmes tueurs, continua-t-il, ces mêmes policiers noirs qui furent les instruments du régime de l'apartheid, ont été radicalisés par la situation ». Et pour conclure: « Nous



Louise Gubb - JB Pictures for Time

La « nouvelle » armée sud-africaine, intégrant des forces militaires de l'ANC, reste l'instrument du capitalisme raciste contre les masses noires.

Labour, affirma, dans un discours prononcé le 16 mai dernier à New York, son opposition à appeler aujourd'hui à un parti ouvrier en Afrique du Sud: « La classe ouvrière en Afrique du Sud a à faire l'expérience d'un gouvernement ANC. Le mot d'ordre de parti ouvrier est un mot d'ordre incorrect dans la période précédant les élections en Afrique du Sud. » Dans un article de l'*Egalité* de novembre dernier, le dirigeant des JCR Damien Elliott (cherchant à faire avaler la ligne de Militant à son organisation manifestement mal à l'aise avec cette politique de capitulation devant l'ANC) argumente qu'il ne faut pas « briser l'alliance entre l'ANC et le mouvement ouvrier » et qu'il faut au contraire faire « en sorte que le vote ANC soit un raz-de-marée ». Il s'agit ainsi, continue-t-il, d'« empêcher un gouvernement incluant l'ANC de développer une politique antiouvrière » et de « faciliter la lutte afin qu'une direction issue de la classe ouvrière prenne la direction de l'ANC ». C'est avec une argumentation similaire que la direction Staline-Boukharine du Comintern

pouvons neutraliser les forces de l'Etat et les gagner. »

Nous avons là le mensonge éhonté de tous les réformistes, qui a conduit les travailleurs à des bains de sang, depuis l'Espagne des années 30 jusqu'au Chili des années 70. Nous répétons la vérité fondamentale formulée par Marx et Engels et par Lénine dans *l'Etat et la Révolution*: le pouvoir d'Etat capitaliste (et ses bandes armées qui en sont le cœur: police et armée) ne peut être réformé; il doit être détruit par une révolution ouvrière et remplacé par le pouvoir d'Etat prolétarien.

C'est pour avoir dénoncé les positions qu'avancent les directions des JCR-GR et de Militant Labour et avoir démasqué leurs prétentions à l'« orthodoxie » que la direction des JCR-GR (qui a quelque mal à faire avaler à ses militants toute la ligne réformiste de Militant) recourt contre nous aux calomnies antitrotskystes, aussi éculées qu'ignobles, nous qualifiant d'« agents provocateurs » et qu'elle cherche systématiquement, par la violence

physique, à nous empêcher d'assister et de vendre devant ses meetings dits « publics ». Ces méthodes, utilisées par les gangsters staliniens et sociaux-démocrates pour étouffer la voix des révolutionnaires, expriment la peur panique et la faillite de la direction des JCR-GR, incapable de répondre à nos critiques communistes et de confronter politiquement notre programme révolutionnaire.

PO pour un parti ouvrier à la traîne de l'ANC

Dans les élections sud-africaines, nous avons donné un soutien critique au Workers List Party (WLP), lancé par la Workers Organisation for Socialist Action (WOSA). Tout en critiquant durement son programme réformiste de gauche, nous avons noté qu'en appelant à construire un parti ouvrier et en se prononçant contre l'ANC nationaliste, la campagne du WLP permettait de tirer une ligne de classe élémentaire. D'autres organisations ouvrières, se disant opposées à un vote en faveur de l'ANC sur la base (disent-elles) du principe de classe, ont appelé aussi à voter WLP. Notamment le groupe britannique Socialist Organiser (SO) et la Ligue pour une internationale communiste révolutionnaire (LICR), principalement basée en Grande-Bretagne et dont Pouvoir ouvrier (PO) est la section française. Mais là où nous luttons pour un parti ouvrier révolutionnaire, une opposition bolchévique à l'ANC, ces groupes cherchent à créer une version sud-africaine du Parti travailliste britannique, un parti ouvrier menchévique, « indépendant », à la traîne de l'ANC.

Dans le numéro d'avril de son journal britannique *Workers Power*, la LICR argumente qu'en Afrique du Sud « les travailleurs n'ont pas besoin de faire l'expérience de voter pour un front populaire ou un parti bourgeois embryonnaire ». Certes, mais tout en donnant un soutien critique au WLP - après avoir d'abord refusé de le faire sur la base que le WLP n'est pas une organisation de masse (qu'est-ce qui a changé depuis ?) - elle le fait ouvertement à contre-cœur, brûlant de faire passer par la petite porte un « soutien critique » au front populaire. Comme elle l'avoue elle-même, c'est le système électoral aujourd'hui en vigueur en Afrique du Sud qui l'empêche de voter pour la composante ouvrière de l'ANC : « S'il avait été possible de voter séparément pour les organisations et candidats ouvriers qui sont dans l'alliance de l'ANC, alors des révolutionnaires auraient soutenu de façon critique ces candidats ». Si donc l'Afrique du Sud avait eu des élections à la britannique ou à la française, la LICR et PO auraient appelé à voter pour les candidats du SACP et du COSATU qui sont sur la liste de l'ANC. C'est se moquer du principe marxiste d'indépendance de classe.

Une précondition élémentaire pour envisager d'accorder un soutien critique à une organisation ouvrière réformiste est qu'elle se présente indépendamment de la bourgeoisie. Mais des centristes comme la LICR disent aux réformistes : Rompez avec la bourgeoisie ! Si vous le faites, nous vous soutiendrons - et si vous ne le faites pas, nous vous soutiendrons quand même. Si seulement les lois électorales sud-africaines nous laissaient jouer à notre petit jeu du vote pour les « partis ouvriers du front populaire » ! Mais puisqu'elles ne le permettent pas, nous sommes coincés.

Cela n'a rien à voir avec la tactique léniniste de dresser la base ouvrière des partis réformistes contre ses dirigeants procapitalistes ; c'est une stratégie pour se mettre à la traîne des traîtres à la classe ouvrière. Ainsi, en Grande-Bretagne, *Workers Power* vote par principe pour le Parti travailliste. En France, PO en fait de même à l'égard du PS et du PCF, écrivant ainsi dans sa revue n° 26 (printemps) : « Nous disons clairement que les réformistes ont trahi nos espoirs, et qu'ils le feront encore, mais nous comprenons aussi que les travailleurs ont besoin de preuves, d'encore d'actes, de rompre avec

le réformisme dans l'action, et pas seulement de paroles révolutionnaires. » Puisque les travailleurs ont des illusions (?), renforçons-les ! C'est le credo de toutes ces organisations d'« extrême gauche » qui ont aidé à mettre Mitterrand au pouvoir. Et en répétant l'argumentation capitulatrice de 1981 après une dizaine d'années de politique de « gauche » agressivement antisoviétique, antiouvrière et anti-immigrés, alors que les couches les plus conscientes et les plus combattives de la classe ouvrière haïssent les Mitterrand et autres Rocard, PO ne fait qu'avouer le



Au centre, Joe Slovo, président du PC sud-africain, avec Jay Naidoo (à droite), ancien secrétaire général du COSATU - aujourd'hui ministres du néo-apartheid

caractère fondamentalement suiviste de sa politique à l'égard des directions réformistes en place, pour lesquelles il n'aspire qu'à jouer les rabatteurs d'« extrême gauche ».

Argumenter, comme PO et la LICR (qui ne font d'ailleurs que reprendre l'argumentation qui servit, dans les années 70 et 80, aux lambertistes de l'OCI-PCI-PT et aux mandéliens de la LCR à couvrir leur capitulation à l'Union de la gauche-front populaire de Mitterrand), que voter pour les partis ouvriers réformistes membres d'un front populaire ne constitue pas un soutien au front populaire lui-même, est un tour de passe-passe. Comme le montre l'expérience, entre autres, en Europe, les partis ouvriers réformistes sont précisément les moyens par lesquels les travailleurs se trouvent entraînés dans un soutien au front populaire. Dans la plupart des fronts populaires, la masse écrasante des voix va aux partis ouvriers membres de ces alliances de collaboration de classes. En Espagne, Trotsky parla même à propos de la composante bourgeoise du Front populaire des années 30 d'« ombre de la bourgeoisie ». Dans d'autres cas, des « partis ouvriers » fantômes ont même été créés de toutes pièces afin de former un front populaire et attirer le soutien des travailleurs...

Le Secrétariat « unifié » (SU) de Mandel, dont la LCR est la section française, semble être pour le moins déchiré entre des appétits opportunistes contradictoires. *Inprecor*, sa revue internationale, avait, dans son numéro de février, « posé la question d'un vote en faveur de l'ANC mais s'appuyant sur une campagne indépendante, sur des revendications démocratiques et sociales immédiates », c'est-à-dire une plate-forme faussement combative pour servir de couverture à sa capitulation devant l'ANC. *Workers Power* de mai rapporte que les partisans du SU en Afrique du Sud « se sont retirés de la WOSA, condamnant la décision de se présenter contre l'ANC ». Dans son numéro d'avril, *Inprecor* publie un appel à la « solidarité financière avec la campagne politique de WOSA », tout en commentant avec un fort scepticisme l'initiative de la WOSA d'avoir lancé le WLP : « [...] il reste à savoir quelle pourrait être l'attitude la plus pédagogique et la plus constructive aux yeux de ces centaines de cadres politiques ou syndicaux, membres de la COSATU ou du SACP qui dans leur majorité vont voter pour la liste de l'ANC. » Rouge des 28 avril et 5 mai n'a

exprimé aucune position sur la question du vote et n'a même pas cité une seule fois le WLP. Même silence dans l'interview donnée à l'hebdomadaire de la LCR, et publiée dans son édition du 12 mai, par Marcia Andrews, une « militante socialiste révolutionnaire sud-africaine » qui déclarera par contre avoir « espéré qu'il y aurait une majorité des deux tiers pour l'ANC ». Une seule chose est sûre (et il l'a largement démontré dans le passé, notamment ici avec son soutien à Mitterrand) : le SU n'a aucune objection de principe à voter pour le front popu-

laire bourgeois - une trahison de la classe ouvrière.

LO contre la révolution permanente

A sa façon, Lutte ouvrière (LO) capitule elle aussi devant l'ANC. Ses camarades américains de Spark ont été jusqu'à écrire, dans un article intitulé « Afrique du Sud - Une victoire qui doit être défendue » : « L'impossible a été accompli. L'apartheid a été jeté dans la poubelle de l'histoire [...]. Si [la classe ouvrière sud-africaine] va de l'avant, indépendamment, en rassemblant ses forces afin de lutter pour ses intérêts de classe, la victoire déjà remportée sera surpassée par une victoire bien plus grande » (*Spark* n° 493, 2-16 mai). Sur un registre moins lyrique, la même idée est développée par un éditorial de *Lutte Ouvrière*, intitulé « Enfin l'apartheid est mort, mais pas l'exploitation », où ce que LO salue avant tout dans la « mort de l'apartheid » c'est la possibilité offerte au prolétariat sud-africain de « [se donner] cette fois pour objectif celui de son émancipation sociale » (LO n° 1347, 29 avril).

A la différence de bien des groupes d'« extrême gauche » qui chantent les louanges de l'ANC, LO n'est pas habituellement avare de dénonciations des nationalistes sud-africains. Mais sa soi-disant intransigeance antinationaliste ne fait que cacher son indifférence à l'égard de l'oppression nationale et raciste (et de toute oppression spécifique en général) ; la lutte contre l'apartheid n'était finalement pour LO qu'une diversion de la vraie « lutte de classe ». Pour ces économistes, seule compte la lutte économique immédiate. Ainsi, en guise de lutte pour son « émancipation sociale », la seule perspective qu'elle indique au prolétariat sud-africain est celle de luttes économiques défensives contre les attaques du patronat et du gouvernement Mandela : « En tout cas, la classe ouvrière noire aura sans doute vite à se défendre non seulement contre le patronat que le changement de régime n'a bien sûr pas rendu moins exploiteur, contre une politique d'austérité qui la vise, mais aussi contre la politique du nouveau gouvernement qui, pour multiracial qu'il soit, n'en est pas moins déterminé à faire passer cette austérité » (LO n° 1350, 20 mai).

Le problème, c'est que la réalité de la lutte des classes en Afrique du Sud n'a pas grand-chose à voir avec ce ridicule exercice de scolastique économiste - élaboré depuis une « démocratie » occi-

dentale. Car si l'apartheid, en tant que forme politique et juridique particulière de l'oppression de la majorité non blanche, a été mis au rencart par la bourgeoisie, cela n'élimine pas pour autant non seulement l'exploitation capitaliste en général, mais aussi l'oppression et les discriminations racistes qui sont indissolublement liées à la surexploitation des ouvriers noirs, laquelle est vitale pour l'existence même du capitalisme sud-africain. Seule la prise du pouvoir par le prolétariat, dirigé par un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste, permettra d'en finir avec l'oppression raciste et de réaliser les droits démocratiques élémentaires qui aujourd'hui, n'en déplaise à LO et autres, sont toujours à l'ordre du jour en Afrique du Sud. Comme nous l'écrivions dans le dernier *Bolchévik*, « un suffrage authentiquement universel, la scolarisation universelle, l'égalité de tous les peuples d'Afrique du Sud, les pleins droits de citoyenneté (y compris le droit de vote) pour les centaines de milliers de travailleurs immigrés venus des pays voisins et pour leurs familles, à travail égal salaire égal, le droit des populations noires des campagnes (en particulier dans les territoires désolés des bantoustans) aux terres qui leur ont été volées au cours des siècles, d'abord par les colons afrikaners puis par les impérialistes britanniques, l'égalité pour les femmes - pour réaliser ces revendications démocratiques élémentaires, il faudra que la domination capitaliste soit renversée par la révolution ouvrière ».

Cette perspective, que combat LO, est précisément celle de la révolution permanente qui, comme le dit le programme de fondation de la Quatrième Internationale dans son chapitre intitulé « Les pays arriérés et le programme des revendications transitoires », combine « la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial ». Trotsky, dans sa lettre de 1935 citée précédemment, recommandait à ses partisans sud-africains de tirer toutes les conséquences programmatiques dans leur action et leur propagande révolutionnaires : « Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère national. Nous n'avons pas la moindre raison de fermer les yeux sur cet aspect de la question, ou de minimiser son importance. Au contraire, le parti prolétarien doit, et en paroles et en actes, ouvertement et hardiment, prendre entre ses mains la résolution du problème national (racial). Mais la résolution de ce problème, le parti prolétarien peut et doit la réaliser par ses propres méthodes. L'instrument historique de l'émancipation nationale ne peut être que la lutte de classe. » En ne combattant pas sur un tel programme de révolution permanente, LO ne fait (en dépit de ses dénonciations « antinationalistes » criardes) que laisser les masses horriblement opprimées d'Afrique du Sud sous la coupe de l'ANC qui prétend combattre pour la libération des Noirs.

Les trotskystes authentiques combattent avec intransigeance pour l'indépendance politique du prolétariat, en opposition à la bourgeoisie. Si le prolétariat sud-africain reste sous l'influence du nationalisme, par l'intermédiaire aussi bien de l'ANC que de ses concurrents de l'AZAPO ou du Congrès panafricaniste (PAC), et s'il est enchaîné par le front populaire au char de la bourgeoisie, cela précipitera une défaite sanglante pour les masses sud-africaines. La libération des Noirs du régime de la suprématie blanche, qu'il soit appelé ou non « apartheid », peut être réalisée seulement par une révolution ouvrière dirigée par un parti trotskyste, racialement intégré, construit dans la lutte pour reformer la Quatrième Internationale. C'est le programme de la Ligue communiste internationale.

Défense de la Corée du Nord contre les provocations impérialistes !

L'article ci-dessous est adapté de *Spartacist*, organe du Groupe spartaciste Japon (n°16, mai).

Les menées incessantes de l'impérialisme pour détruire l'Etat ouvrier déformé nord-coréen, créé en 1945 quand l'Armée rouge soviétique a chassé l'impérialisme japonais de Corée, redoublent une fois de plus d'intensité. L'impérialisme américain accuse la Corée du Nord de développer des armes nucléaires, renforce sa présence militaire et exige que le régime de Pyongyang et son dirigeant Kim Il-sung désarment et crient grâce. En juillet 1993, le président américain Clinton s'était rendu dans la zone démilitarisée séparant les deux Corées et avait menacé d'anéantir le Nord si celui-ci «attaquait». En novembre dernier, le gouvernement américain déclarait que la Corée du Nord ne pouvait être autorisée à développer des armes nucléaires. Les médias impérialistes présentent la Corée du Nord comme un «Etat hors la loi», comme ils l'avaient fait pour l'Irak de Saddam Hussein à la veille de la guerre du Golfe en 1991.

L'impérialisme japonais, qui est tout autant un ennemi mortel de la classe ouvrière coréenne, donne un soutien verbal aux menaces américaines, mais n'est pas d'accord avec son rival impérialiste plus belliqueux sur la question de savoir qui sera la puissance impérialiste dominante en Asie. Le Japon a un scénario différent pour restaurer le capitalisme en Corée du Nord. Principal investisseur en Corée, au Sud et au Nord, il cherche à favoriser une transformation économique plus lente et plus méthodique du Nord. L'impérialisme américain, quant à lui, est le gendarme dominant dans la région. Il a aussi des vues sur la Chine et le Vietnam et le renforcement de sa présence militaire est dirigé avant tout contre le Japon, son principal rival impérialiste dans le Pacifique. Le Groupe spartaciste Japon (GSJ) appelle la classe ouvrière japonaise à défendre la Corée du Nord contre les menaces impérialistes et à s'opposer aux menées de la bourgeoisie japonaise visant à ressusciter la zone d'exploitation néo-coloniale de sa «Grande sphère asiatique de co-prospérité». L'ennemi principal est dans son propre pays !

Confrontée aux exigences incessantes de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) qui réclame d'inspecter ses installations nucléaires, la Corée du Nord a commencé par refuser d'autoriser ces inspections et a même menacé de se retirer du TNP (Traité de non-prolifération nucléaire). Mais sous la pression constante des manœuvres militaires annuelles «Team Spirit», au cours desquelles les forces américaines et sud-coréennes répètent une invasion du Nord, Pyongyang a accepté les inspections de l'AIEA et offert davantage que ce qui est stipulé par le traité. L'impérialisme américain et ses hommes de paille de l'AIEA, qui ne se satisferont que d'une capitulation en rase campagne, posent de nouvelles «conditions» à chaque fois que le gouvernement de Kim Il-sung fait une concession.

La dernière escalade à ce jour a eu lieu quand le Nord, à la fin mai, com-



En juillet 1993, Clinton dans la zone démilitarisée séparant les deux Corées. Il menaçait d'anéantir le Nord.

mença à retirer des barres de combustible usagé de son réacteur nucléaire de Yongbyon et que l'AIEA exigea que 300 des 8000 barres soient mises de côté pour qu'on puisse ultérieurement déterminer si du plutonium produit par le réacteur en avait été extrait cinq ans plus tôt. Pyongyang proposa de négocier un arrangement pour inspecter des barres spécifiques et autorisa la présence sur place d'inspecteurs de l'AIEA. Le directeur de l'AIEA, Hans Blix, reconnaît lui-même qu'il n'y a eu aucune violation du traité, mais les Etats-Unis tirent maintenant argument de la compétence dont la Corée du Nord a fait preuve pour retirer les barres du réacteur pour justifier leurs dernières menaces militaires. Quelle arrogance impérialiste ! Les Etats-Unis ont près de 1000 têtes nucléaires braquées sur la Corée du Nord, sont en train d'expédier des missiles Patriot sur la ligne d'armistice du 38^e parallèle et ont envoyé dans la région le porte-avions nucléaire *Carl Vinson*.

Malheureusement pour la classe ouvrière, les affirmations hystériques des impérialistes comme quoi la Corée du Nord possède des armes nucléaires sont probablement fausses. La classe ouvrière internationale doit défendre le droit de la Corée du Nord et des autres Etats ouvriers déformés subsistants (Chine, Vietnam, Cuba) à posséder des armes nucléaires pour se défendre contre les criminels de guerre impérialistes qui ont perpétré l'anéantissement nucléaire d'Hiroshima et Nagasaki et le sac de Nankin (ville chinoise dont les habitants furent massacrés en 1927 par l'armée japonaise). La quantité de plutonium que la Corée du Nord aurait pu réussir à produire dans son petit réacteur se mesure en grammes. (Il faut plus de dix kilos de plutonium de qualité militaire pour fabriquer une seule bombe A efficace.)

De son côté, l'impérialisme japonais, qui pousse lui aussi de hauts cris contre la «menace nucléaire» nord-coréenne, accumule du plutonium à un rythme de plusieurs tonnes par an, avec comme objectif un stock de 85 tonnes d'ici quelques décennies. Tout en exigeant que la Corée du Nord «se conforme» au TNP, le Japon s'est lui-même dispensé

d'un grand nombre des dispositions de ce traité et parle de dénoncer l'ensemble de l'accord. Et avec le lancement, en février dernier, de sa fusée H-2 hautement sophistiquée, le Japon a clairement la capacité d'expédier des charges nucléaires n'importe où dans le monde. De fait, les efforts anti-prolifération frénétiques de Washington visent en grande partie Tokyo, qui se sert de l'épouvantail nord-coréen comme d'une justification pour aller de l'avant dans la mise en place de son propre arsenal nucléaire et pour préparer le terrain à une campagne de propagande contre l'opposition pacifiste au développement d'armes nucléaires, laquelle est très forte au Japon. Le ministre de la Défense Aichi Kazuo voit dans la crise nord-coréenne «une merveilleuse occasion [...] d'étendre le rôle du Japon» (*Asian Wall Street Journal*, 23 mars).

A Tokyo, la rhétorique de la «fermeté à l'égard de la Corée du Nord» est très différente de celle qui a cours aux Etats-Unis. L'impérialisme japonais est à la recherche d'une solution plus conforme à ses intérêts. Le Japon est le principal investisseur en Corée du Nord, où il a placé 13 milliards de yen dans 122 sociétés mixtes, loin devant ses concurrents. Les commentaires des éditorialistes de la presse bourgeoise japonaise conseillent avec insistance à la Corée du Nord d'adopter une attitude plus conciliante envers les Etats-Unis et demandent au régime de Pékin, engagé plus avant dans la voie du «socialisme de marché», d'exercer une pression similaire sur Pyongyang. Mais la menace d'une guerre commerciale entre le Japon et les Etats-Unis plane. Tandis que les Etats-Unis cherchent à éliminer leur déficit commercial avec le Japon en menaçant d'imposer des sanctions économiques de représailles, des personnalités de la droite japonaise comme Ishihara Shintaro veulent dénoncer le traité de sécurité américano-japonais.

Les bruits de bottes US ne soulèvent pas davantage d'enthousiasme à Séoul, où le régime de Kim Young-sam se retrouve pris entre le marteau et l'enclume. La Corée du Sud est obligée de se déclarer d'accord avec l'attitude militaire agressive de l'impérialisme américain, mais elle n'a

aucune envie de s'engager dans une guerre. Les forces terrestres du Nord sont nettement supérieures à l'armée fantoche de Séoul, et une nouvelle guerre de Corée pourrait facilement anéantir les énormes monopoles industriels du pays, les *chaebôls*. La Corée du Sud ne peut pas non plus se permettre de phagocytter rapidement une Corée du Nord qui s'écroulerait, comme l'a fait l'impérialisme allemand avec son *Anschluss* (annexion) de l'ex-Allemagne de l'Est. C'est pourquoi Séoul, en accord avec Tokyo, est favorable à une marche moins précipitée vers la restauration capitaliste au Nord.

Pour la réunification révolutionnaire de la Corée !

Après l'écroulement du stalinisme soviétique et avec une Chine engagée à vive allure sur la voie de la restauration capitaliste, l'Etat ouvrier déformé nord-coréen est militairement isolé et dangereusement menacé. Sa politique d'extrême autarcie est une impasse. Une révolution politique prolétarienne au Nord, couplée avec une révolution socialiste dans le Sud capitaliste, est la seule manière de sauver les bases sociales de l'Etat ouvrier. Un soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière combative du Sud, auquel se joindraient les étudiants radicalisés et les paysans mécontents, aurait assurément d'énormes répercussions de l'autre côté du 38^e parallèle et constituerait un puissant encouragement aux luttes de classe dans toute la région, en particulier en Chine et au Vietnam, où les travailleurs sont confrontés aux ravages du «socialisme de marché». La réunification révolutionnaire de la Corée encouragerait aussi la résistance du puissant prolétariat industriel du Japon, crucial pour une Asie socialiste, ainsi que les luttes de l'importante population coréenne au Japon.

Le facteur social le plus remuant dans la péninsule coréenne est la classe ouvrière sud-coréenne, depuis les ouvriers d'Hyundai, qui ont un rôle stratégique, jusqu'aux enseignants combattifs de Séoul. L'«état de grâce» avec le régime «réformateur» de Kim Young-sam est terminé depuis longtemps. Comme le montrent les grèves de l'été 1993 à Hyundai et l'interdiction du groupe étudiant Hanchongryon, si l'armée n'est plus officiellement au pouvoir, l'appareil d'Etat continue à diriger le pays par la terreur militaire et policière. La bourgeoisie a mis Kim au pouvoir pour imposer des mesures d'austérité - mises en œuvre à l'enseigne de l'obscur mot d'ordre gouvernemental «L'argent c'est le péché, la pauvreté c'est la fierté» -, les *chaebôls* cherchant à abaisser les salaires réels. Le gouvernement, qui s'attendait à une offensive syndicale au printemps, a pris les devants en arrêtant des dirigeants ouvriers et en menaçant d'employer la torture contre «les suspects qui ont des idées opposées à l'Etat».

Il est nécessaire de créer un parti léniniste-trotskyiste qui pourra lier les luttes des ouvriers en un combat commun, entraînant à ses côtés le mouvement étudiant radicalisé et la population rurale, et renverser le gouvernement fantoche

Pour la réunification révolutionnaire de la Corée !

vénal de l'impérialisme américain, que celui-ci soit représenté par Roh Tae-woo (l'ancien chef de l'Etat désigné par l'armée) ou par Kim Young-sam.

« Juche » contre communisme international

Le stalinien Kim Il-sung et son régime cultiste et népotiste minent la défense des formes de propriété socialisées. Le marché capitaliste mondial s'est révélé être beaucoup plus puissant que la doctrine du *Juche* (autosuffisance) de Kim Il-sung, laquelle, si on la débarrasse de sa rhétorique nationaliste coréenne, n'est rien d'autre que la vieille ineptie stalinienne comme quoi le « socialisme » pourrait être construit dans un seul pays, pendant que celui-ci poursuivrait le rêve chimérique d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, aux dépens de la révolution socialiste partout ailleurs. La version Kim Il-sung de ce dogme nationaliste discrédité chante les louanges d'un « socialisme » étrangement bureaucratique, misérable et autarcique dans un demi-pays, avec une illusoire conception de l'« autosuffisance » qui s'enracine dans l'obscurantisme féodal et dans le confucianisme réactionnaire. En l'absence d'une révolution politique, le stalinisme sera le fossoyeur de l'Etat ouvrier nord-coréen.

Privé de l'aide soviétique et chinoise, le régime de Pyongyang est confronté à une grave crise économique et ne voit d'autre alternative que d'ouvrir son économie à la pénétration impérialiste, comme l'ont fait la Chine et le Vietnam. Après avoir déjà promulgué une loi sur les entreprises mixtes, en décembre 1993 un plénum du Parti des travailleurs (le parti dirigeant) a adopté de nouvelles mesures pour attirer les capitaux occidentaux. Dans son discours du Nouvel An, Kim Il-sung a insisté sur ce brusque tournant vers le « socialisme de marché » en appelant à une mobilisation populaire pour faire de l'année qui s'ouvrait « un tournant réformateur vers une nouvelle étape du développement du socialisme nord-coréen ». Pour la classe ouvrière, cette « nouvelle étape » signifie une extension des zones franches, comme celles créées à Nampo, Rajin et Sonborg, où les travailleurs seront exploités directement par le capital étranger, qui fera des profits avec leur travail. Une réunification « pacifique » de la Corée, que Kim Il-sung appelle de ses vœux depuis longtemps, signifierait que le Nord serait transformé en une zone franche géante – le démantèlement de l'économie planifiée et la restauration du capitalisme. La misère qui en résulterait serait bien pire que la désintégration sociale de l'ex-RDA.

Le *Juche* est totalement à l'opposé des traditions internationalistes du Parti bolchévique de Lénine et des traditions de l'Internationale communiste des premières années, avant l'usurpation du pouvoir politique par Staline qui a conduit à l'étranglement et finalement à la destruction du Comintern. Les premiers communistes coréens, exilés après l'occupation de la péninsule par l'impérialisme japonais en 1910, jouèrent un rôle important non seulement dans leur pays mais aussi dans les partis communistes chinois et japonais, ainsi que dans le Parti bolchévique dans l'extrême-orient soviétique. Pendant la guerre civile, les Coréens du district maritime soviétique s'engagèrent avec enthousiasme dans l'Armée rouge pour combattre les gardes blancs et l'impérialisme japonais. Parmi les nombreux communistes coréens morts pour défendre la Révolution russe figuraient le commissaire soviétique Alexandra Kim, née dans un village coréen de la région de Primorsk et exécutée par l'armée japonaise. Les Coréens de Chine et de Mandchourie étaient fortement représentés dans le bureau de l'Extrême-Orient du Comintern, installé à Shanghai.

Le premier représentant du Comintern qui mit le pied sur le sol japonais était un Coréen et de nombreux étudiants coréens au Japon rejoignirent le PC japonais. De

courageux communistes coréens, envoyés d'URSS, de Chine et du Japon par le Comintern, tentèrent d'organiser un parti en Corée, mais ces efforts furent anéantis par la police des forces d'occupation japonaises, d'une redoutable efficacité. La contribution coréenne à la formation du communisme en Asie fut reflétée lors du premier congrès des travailleurs d'Extrême-Orient, qui se tint à Moscou en 1921, où 52 des 144 délégués accrédités étaient coréens. Le dogme nationaliste du *Juche* ne put s'imposer dans le parti coréen qu'après que ses traditions internationalistes eurent été éradiquées, d'abord par Staline et plus tard par Kim Il-sung. Mais la classe ouvrière a une longue mémoire et le meilleur hommage que nous puissions rendre à l'esprit internationaliste des fondateurs du communisme coréen est de construire un nouveau parti communiste coréen, un parti léniniste-trotskyiste.

Aujourd'hui, les écoliers nord-coréens apprennent par cœur la légende épique de comment Kim Il-sung a « dirigé » la révolution coréenne. Quelle absurdité ! L'Etat ouvrier nord-coréen a été créé non par le *Juche* mais par l'Armée rouge soviétique, qui a chassé l'impérialisme japonais. Dans la moitié nord de la Corée, la terre fut rapidement distribuée aux paysans et l'industrie nationalisée. Quand les soldats nord-coréens avancèrent vers le sud, en 1950, ils furent accueillis en libérateurs ; le soutien populaire pour le Nord s'exprima souvent par des grèves. Au contraire, quand les troupes impérialistes, avec Mac Arthur à leur tête, entrèrent à Séoul sous le drapeau maculé de sang de l'ONU, l'accueil qu'elles reçurent fut tout sauf chaleureux. Aujourd'hui encore, la plupart des Coréens du Sud haïssent les troupes américaines qui occupent leur pays depuis plus de 40 ans.

La question coréenne et la gauche japonaise

La gauche japonaise a une histoire peu glorieuse pour ce qui est de défendre les Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme. Pendant la guerre du Vietnam, la résistance héroïque des ouvriers et des paysans vietnamiens à plusieurs décennies d'agression impérialiste était populaire. Mais la compréhension que l'URSS était l'obstacle principal à l'agression impérialiste ne pénétra que rarement les conceptions politiques étroites et chauvines qui prédominent au Japon. Avec la disparition de l'URSS, les Etats ouvriers déformés qui subsistent en Asie sont en grand danger. Vu la longue histoire d'exploita-

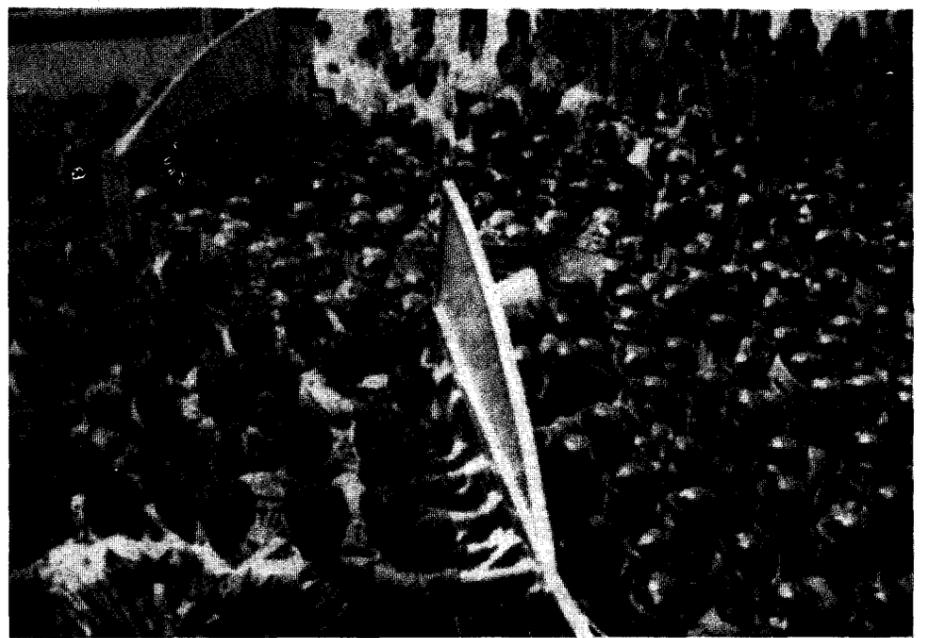


Maerlian, Inc.

Juillet 1953 – Des prisonniers nord-coréens, enthousiastes, rentrant chez eux après la guerre de Corée.

tion de la Corée par l'impérialisme japonais, il est particulièrement répugnant que la plus grande partie de la gauche japonaise refuse de défendre la Corée du Nord. Ceux qui ne savent que déplorer le caractère peu ragoûtant et bizarre du régime de Pyongyang afin de justifier une position abstentionniste ou neutre sur la Corée du Nord ne font que défendre les intérêts de leur propre bourgeoisie.

Les sanctions et autres mesures de guerre contre la Corée du Nord signifieront aussi une recrudescence des attaques



Reuters

Juillet 1993 – Les ouvriers d'Hyundai face à la police anti-émeutes. Le prolétariat combatif de Corée du Sud peut être le détonateur d'une lutte révolutionnaire au nord et au sud du 38° parallèle.

contre les Coréens au Japon. Le gouvernement a déjà menacé d'instituer une législation qui rendrait illégal l'envoi d'argent en Corée du Nord. Une telle loi viserait plus particulièrement Chosen Soren, la principale organisation de la communauté coréenne favorable au Nord existant au Japon. En avril dernier, la police d'Osaka a perquisitionné dans huit permanences de Chosen Soren. Des nervis d'extrême droite ont aussi pris pour cible les locaux et les sociétés de Chosen Soren, et se sont livrés à de lâches agressions d'écolières coréennes. Le 1^{er} juin, le Groupe spartaciste Japon a publié un tract pour exiger : « *Bas les pattes devant Chosen Soren ! Pour des mobilisations ouvrières/minorités pour stopper les attaques racistes contre les Coréens résidant au Japon !* » Cependant, la plus grande partie de la gauche japonaise, qui refuse de défendre la Corée du Nord contre les attaques impérialistes, ne bouge pas non plus le petit doigt pour défendre les Coréens habitant au Japon contre le gouvernement raciste.

Même ceux qui à gauche prononcent quelques paroles creuses en soutien aux Coréens se retrouvent généralement à la remorque du Parti socialiste (PSJ), avec sa ligne de reconnaissance diplomatique de la Corée du Nord. Mais pour prouver sa loyauté à la bourgeoisie, le PSJ soutiendra lui aussi des sanctions. En tant que membre de l'éphémère coalition gouvernementale autour d'Hosokawa, le

construire la fédération syndicale anti-communiste Sohyo, qui devait soutenir le camp impérialiste dans la guerre de Corée.

Pourquoi le PCJ n'a pas de militants coréens

Le Parti communiste (PCJ) s'oppose mollement à la menace de sanctions impérialistes contre la Corée du Nord, tout en colportant un misérable pacifisme antinuclear et en soutenant des mesures « pacifiques » des Nations Unies. Au Japon même, le PCJ se vautre dans le protectionnisme chauvin et ne fait rien pour défendre les travailleurs non japonais contre les attaques du gouvernement et de l'extrême droite. Aujourd'hui, le PCJ n'a pas de militants coréens et sa fédération syndicale refuse d'organiser les Coréens et les autres travailleurs non japonais dans les mêmes syndicats industriels.

Pourtant, dans les années qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale, le PCJ avait recruté plus de 4 000 Coréens parmi les centaines de milliers qui avaient été amenés de force au Japon pour y travailler avant la guerre. Quand un certain nombre de dirigeants de premier plan du PCJ furent libérés de la prison de Fuchu, en octobre 1945, les meetings organisés en leur honneur attirèrent un grand nombre de Coréens. Quand le PCJ appela à une grève générale le 1^{er} février 1947, les militants et sympathisants du parti dans l'organisation coréenne combattive Chouren firent des collectes d'argent et organisèrent des comités de soutien pour préparer la grève, que la direction du PCJ annula à la dernière minute.

La trahison du PCJ non seulement gâcha une situation potentiellement pré-révolutionnaire, mais aussi renforça la ségrégation qui excluait les minorités du Japon des principales industries et des organisations syndicales. Cette défaite eut pour conséquence des attaques contre les Coréens pendant la Guerre froide, et en septembre 1949 Chouren fut interdit dans le cadre de la chasse aux sorcières anti-communiste. En janvier 1951, après le début de la guerre de Corée, Chouren fut réorganisé sous le nom de Minsen et appela à la victoire du Nord. Mais les dirigeants du PCJ cherchèrent au contraire un bloc pour une « révolution démocratique » avec des forces « centristes » et nationalistes au Sud. Cette ligne était tellement à droite que même le Cominform de Staline protesta.

Le refus du PCJ fût-ce de s'opposer au régime despotique et fantoche des Américains de Syngman Rhee en Corée du Sud fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase pour les militants coréens du parti. En février 1955, les dirigeants coréens du PCJ démissionnèrent, entraînant avec eux quelque 4 000 militants. Ne trouvant aucune alternative révolutionnaire et internationaliste, ces communistes coréens se tournèrent vers la variante Kim

Rwanda...

Suite de la page 1

Troupes françaises, troupes de l'ONU, hors d'Afrique! Cette semaine, du matériel militaire et des troupes ont embarqué à Roissy pour le corps expéditionnaire français au Rwanda. Avec l'aide d'autres secteurs de la classe ouvrière, les travailleurs d'Air France, qui, lors de leur grève de l'année dernière, ont été capables de paralyser les aéroports, en ont la puissance: *Bloquez l'envoi de troupes et de matériel à destination du Rwanda!*

Il y a quelques mois à peine, le gouvernement Mitterrand-Balladur ne voulait pas entendre parler de massacres au Rwanda. Juppé répondait ainsi à des journalistes qui l'interrogeaient sur une éventuelle intervention au Rwanda qu'on ne pouvait « aller faire la police partout sur la planète ». Si aujourd'hui ils se sont décidés à « aller faire la police », c'est parce que leurs actuels protégés hutus au pouvoir sont incapables d'endiguer les forces du Front patriotique rwandais (FPR) – que, jusque-là, Paris a toujours dénoncé comme le cheval de Troie des « Anglo-Saxons ». Le FPR, déjà maître des deux tiers du pays, s'apprête à s'emparer de Kigali, la capitale, et menace de progresser vers les fiefs du régime rwandais à l'ouest. Même le journal *le Monde* (23 juin), d'habitude si respectueux du « domaine réservé » africain de l'Elysée, est obligé de s'étonner – tout en reconnaissant le sacro-saint « devoir d'ingérence » impérialiste – du « réveil tardif [de la France], comme par hasard au moment où le Front patriotique rwandais a acquis l'avantage sur le terrain ».

Les médias ont montré avec délice l'accueil enthousiaste réservé à l'armée française dans le premier village rwandais dans lequel elle a pénétré. Et pour cause : ce village, Kirambo, est, comme toute la région occidentale du Rwanda, tenu par les forces gouvernementales. *Le Monde* du 23 juin faisait à ce propos remarquer que « la mission de protection des populations tutsies menacées n'a pas lieu d'être à cet endroit où, selon un spécialiste, "tous les Tutsis sont morts" ». « Les soldats français y seront accueillis à bras ouverts par les tueurs ! », s'insurge cet expert. » En fait, en se déployant dans ce secteur occidental, sous prétexte d'y « protéger des populations civiles », Mitterrand et Balladur cherchent, dans un premier temps, à stabiliser l'actuel front militaire et stabiliser une région du Rwanda sous domination de forces alliées de la France.

Quant à la « protection » des réfugiés tutsis que prétendent assurer les Français, le Zaïre du sanguinaire Mobutu – redevenu ami de Mitterrand –, qui sert, à Goma et Bukavu, de base arrière à l'opération « Turquoise », vient d'en donner un avant-goût : Mobutu organisa, le 21 juin, des rafles préventives dans la commu-

nauté tutsie de Goma – en « "préparation" de l'opération humanitaire de la France... » (*Libération*, 22 juin) ! Et, il y a juste deux mois, quand le gouvernement français envoya à Kigali des troupes rapatrier quelque 1 400 ressortissants, il ordonna à ses troupes de laisser faire les massacres de la minorité tutsie et de l'opposition hutue que perpétreraient, sous leurs yeux mêmes, les escadrons de la mort téléguidés par le régime rwandais (lire *le Monde* du 25 juin) ! En même temps, il organisait et finançait (200 000 francs) la fuite de l'entourage du prési-



Yan Morvan

Des dizaines de milliers de Hutus réfugiés du Burundi, fuyant la terreur de l'armée tutsie, dans un camp rwandais au début de cette année.

dent Habyarimana, dont plusieurs membres de ses escadrons de la mort, au nom « des actions urgentes en faveur des réfugiés rwandais » (*Libération*, 18 mai).

La vérité est que l'impérialisme français est, depuis le début, mouillé jusqu'au cou dans les massacres ethniques au Rwanda. Il a soutenu, armé, entraîné les forces du régime sanguinaire de Juvénal Habyarimana, un Hutu du nord, face au FPR. Et, quand les troupes du FPR sont entrées au Rwanda en 1990, et à nouveau l'année dernière quand les guérillas menaçaient de prendre Kigali, Mitterrand (à nouveau aidé par Mobutu) a envoyé de toute urgence des troupes de combat et du matériel afin de défendre ses fantoches. Quelque sept cents soldats français ont directement participé à la guerre, en formant des barrages routiers, en fournissant l'artillerie et en pilotant des hélicoptères de combat. Ainsi que le révélait *Libération* du 11 juin 1992, un officier français de la DGSE pilotait un hélicoptère de combat qui stoppa, au lance-roquettes, une colonne de ravitaillement du FPR. Autre témoignage : « Dans un

rapport publié le 10 novembre, M^e Gillet, avocat au barreau de Bruxelles, [...] affirme que ce sont des officiers français qui conduisent les interrogatoires musclés des combattants du FPR » (*l'Humanité*, 22 novembre 1991). Un représentant du Ministère français de la « Défense », le lieutenant-colonel Chollet, a servi de conseiller militaire personnel à Habyarimana (un proche de François Mitterrand). Amnesty International vient de révéler que les soldats français ont non seulement entraîné les forces armées rwandaises mais aussi les membres des

dissimuler, dit ainsi Peyrefitte, qu'une intervention d'Européens en Afrique noire peut provoquer un effet de rejet, en tout cas de suspicion » (*le Monde*, 23 juin). Un fiasco à la somalienne risquerait de sonner le glas de la « politique africaine » de la France. C'est aussi du point de vue des intérêts bien compris de la France (impérialiste) que, pour condamner l'agression française, se place le PCF qui appelle rien moins qu'à préserver « l'honneur de notre pays » (*l'Humanité*, 20 mai) ! Misérable couverture « de gauche » de cet impérialisme couvert du sang des opprimés, aux quatre coins de la terre ! Et la direction réformiste du PCF se tourne à nouveau vers les criminels à la tête de l'ONU, de la France et des autres puissances impérialistes pour qu'ils parrainent l'envoi d'une force interafricaine sous l'égide de ce comité de dirigeants néo-coloniaux qu'est l'OUA. C'est-à-dire qu'elle demande – dans la tradition de la France capitaliste qui, de la Première à la Deuxième Guerre mondiale, a utilisé « ses » peuples coloniaux comme chair à canon contre ses rivaux impérialistes – que les peuples néo-coloniaux aillent aujourd'hui verser leur sang pour la défense des intérêts impérialistes !

L'horreur du Rwanda : un héritage du colonialisme

Depuis début avril, l'orgie de violence ethnique meurtrière a fait, dans ce pays de 7 millions d'habitants, plus de 250 000 morts – certains journaux avancent le chiffre de 500 000 morts – et a chassé plus d'un million de personnes de leurs maisons. Les massacres ont été, pour la plupart, dirigés contre la minorité ethnique tutsie et perpétrés par l'armée à dominante hutue et par les escadrons de la mort organisés par le parti au pouvoir, basé sur des Hutus. Les récits des journalistes et des réfugiés décrivent des horreurs indicibles : des enfants dans les écoles ou les orphelinats, des malades dans les hôpitaux, des familles cherchant refuge dans les églises ont été mis à mort à coups de machettes. Quelque 40 000 corps jetés dans les rivières se seraient déversés dans le lac Victoria, obligeant l'Ouganda à déclarer la zone sinistrée à cause des risques d'épidémie. Et cette frénésie meurtrière pourrait facilement gagner le Burundi voisin, où en automne dernier quelque 100 000 personnes ont été tuées lors du soulèvement hutu écrasé par l'armée dominée par les Tutsis.

L'abominable carnage du Rwanda a fait la une des médias impérialistes, souvent dépeint en termes racistes comme un exemple de « violence des Noirs contre d'autres Noirs ». La violence génocidaire qui ravage le Rwanda n'est pas, comme voudrait le faire croire la presse capitaliste, la conséquence de « haines tribales ancestrales ». Les Hutus et les Tutsis, qui partagent une langue, une culture et un territoire communs, ne sont pas des tribus. Les germes du conflit ethnique explosif au Rwanda et au Burundi ont été semés par les puissances coloniales racistes – l'Allemagne suivie par la Belgique – qui ont transformé la société féodale précoloniale, une des plus développées d'Afrique, en un mécanisme d'oppression coloniale pervers, basé sur des divisions ethniques consolidées. La minorité tutsie, qui formait la plus grande partie de la noblesse, devint le rouage du pouvoir colonial indirect, tandis que les paysans majoritairement hutus étaient soumis au travail forcé, à des impôts écrasants et aux bastonnades.

Avec l'« indépendance », deux Etats parallèles furent mis sur pied. Mais bien que les deux pays aient une composition ethnique similaire, au Burundi la minorité tutsie a continué à constituer l'élite dirigeante, alors qu'au Rwanda, à la suite d'une révolte paysanne en 1959-62, un régime basé sur les Hutus et opprimant les Tutsis a été instauré et est resté au pouvoir jusqu'à aujourd'hui. Comme partout ailleurs en Afrique, les anciens colonialistes ont cherché à maintenir leur domination, mais cette fois à travers des



Girard/Gamma



Vivier

Massacre de Tutsis à Rukara perpétré par les milices du président rwandais Habyarimana, tué dans un attentat le 6 avril dernier.

escadrons de la mort hutus (*le Monde* du 24 juin). Avant cela, au Burundi, les troupes françaises ont directement participé au massacre gigantesque dirigé par le régime militaire tutsi en représailles contre la révolte des paysans hutus en 1972.

L'opération « Turquoise » est loin d'avoir suscité le soutien qu'attendait – et que claironne – le gouvernement français. Cela va de l'hostilité, à peine cachée, de la Belgique, l'ancien maître colonial du Rwanda (auquel la France a soufflé la place) à l'« appui distant » des USA qui, échaudés par le fiasco de leur expédition coloniale en Somalie, ne veulent pas se mettre dans un nouveau bourbier. En fait, il n'espère plus de ses « alliés » qu'un « soutien logistique » – qui se fait attendre. Même le gouvernement Berlusconi de coalition avec des populistes et des fascistes, seul gouvernement occidental à avoir promis d'envoyer quelques troupes, se fait tirer l'oreille. Et Juppé peut bien exhiber les 300 soldats sénégalais et se prévaloir du soutien affirmé des habituels régimes africains à sa botte, même l'Organisation de l'unité africaine (OUA), exprimant les inquiétudes de la plupart des pays africains, considère l'intervention française comme une dangereuse aventure : « Il est à craindre de possibles complications, et même qu'une telle intervention ne soit dangereuse » (*le Monde*, 23 juin). Outre que ses « alliés » occidentaux ne voient pas pourquoi ils aideraient Mitterrand à montrer, comme l'écrivit le *New York Times*, que « la France peut encore se faire entendre sur la scène internationale », ils craignent que l'opération française provoque une explosion incontrôlable dans une région déjà bien déstabilisée.

Ce dernier sentiment est partagé par une partie de la classe dirigeante française. Alors que le PS – le parti des sales guerres coloniales – s'aligne derrière son président et que le cardinal Lustiger asperge de son goupillon le sabre, les porte-parole de la bourgeoisie « éclairée », comme *le Monde*, se retrouvent avec les vieux routiers de la politique africaine, comme les gaullistes Messmer et Peyrefitte, pour manifester ouvertement leur opposition : « Il ne faut pas se

satrapes néo-coloniaux. Cependant, dans le cas du Rwanda, la situation a été compliquée par les efforts faits par la France pour remplacer les Belges en tant que puissance dominante dans la région.

Les hommes de main sanguinaires de l'impérialisme

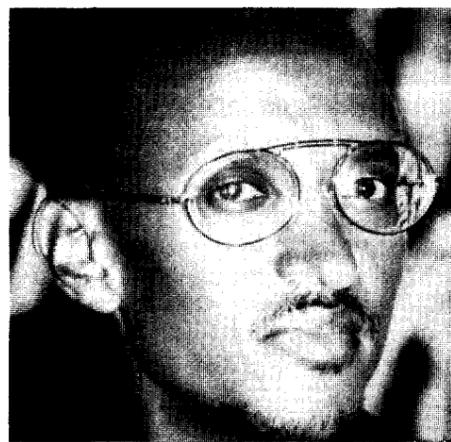
Pendant la guerre froide, les puissances impérialistes ont maintenu leurs tueurs assoiffés de sang au pouvoir comme un rempart contre l'influence soviétique en Afrique. Par exemple, les militaires sanguinaires du Rwanda ont été armés par la France, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis. Avec les victoires remportées par la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est, les impérialistes ont commencé à faire pression sur les « hommes forts » dictatoriaux d'Afrique pour désamorcer des explosions sociales potentielles en laissant une part du pouvoir à leurs opposants. Ainsi, en 1990, lors du sommet de La Baule (où Mitterrand a réuni autour de lui les dirigeants des pays africains qui sont sous la dépendance de l'impérialisme français), le président « socialiste » conditionna son « aide » à l'« ouverture démocratique » de ces pays. Mais la campagne des impérialistes pour la « démocratie » a en fait conduit à une série de guerres civiles dans une large mesure ethniques dans tout le continent.

Nulle part ailleurs, l'échec des tentatives de « réformer » pacifiquement les régimes africains sanguinaires n'a été aussi évident qu'au Rwanda et au Burundi. Les accords de « partage du pouvoir », présentés l'année dernière comme des modèles pour le reste du continent, y ont été balayés dans des déchaînements de carnages ethniques. Les élections de juin 1993 ont amené au pouvoir le premier président hutu au Burundi; son assassinat dans un coup

milices locales liées au parti de Habyarimana se lançaient dans ce qui semble avoir été une tentative d'extermination en masse de la population tutsie tout entière, ainsi que de tout Hutu suspecté d'être un opposant.

Il n'est absolument pas établi que l'avion ait été abattu par les rebelles tutsis. Des officiers belges à Kigali, faisant partie du contingent de l'ONU, ont prétendu que les deux missiles qui ont abattu l'avion venaient de la base militaire de Kanombe, la base des commandos parachutistes de l'armée rwandaise. Récemment, le quotidien belge *le Soir* a affirmé que les missiles auraient été lancés par deux militaires français. Les milices hutues, appelées *Interahamwe* (« ceux qui attaquent ensemble »), étaient déjà responsables du massacre, l'année dernière, de plusieurs centaines de Tutsis et de membres des partis d'opposition dans la région d'où était originaire le président. Habyarimana et ses intimes militaires ont aussi organisé des escadrons de la mort connus sous le nom de « réseau zéro » qui, en février dernier, ont tué des centaines de Tutsis et d'opposants hutus au président. Le cercle des intimes de Habyarimana serait aussi responsable du meurtre, en 1985, de la naturaliste américaine Dian Fossey (dont l'histoire est relatée dans le film *Gorilles dans la brume*), assassinée quand elle menaçait de dénoncer leur lucratif trafic de gorilles.

Deux mois de bain de sang fomenté par le gouvernement rwandais auraient élargi la base de la guérilla du FPR majoritairement tutsi, de nombreux Rwandais rejoignant les rebelles qu'ils voient comme la seule force capable d'arrêter le massacre. De plus, le FPR, qui se dit non communaliste et qui a toujours inclus des Hutus dans sa direction (dont son président), recevait un soutien politique et financier significatif de la part des exilés rwandais en Amérique du Nord, en



Le nouvel Afrique-Asie

L'armée du FPR, dirigée par Paul Kagamé, a lancé, comme l'armée rwandaise, des attaques indiscriminées contre des civils.

armement était fourni par Museveni.

Le colonialisme occidental derrière le bain de sang africain

Avant la période coloniale, le Rwanda était un royaume centralisé, avec une civilisation féodale développée basée sur des liens de vassalité, où des serfs en grande partie hutus devaient personnellement allégeance aux nobles en majorité tutsis. Les colonialistes ont transformé cela en un système rigide, instaurant une société dont le racisme était la pierre de touche. Les Tutsis (ou *Watusis*) qui avaient tendance à être plus grands, avec une peau plus claire et un nez plus fin que les Hutus, furent déclarés par les idéologues du colonialisme une race « supérieure », vouée à dominer les Hutus « inférieurs ». Des anthropologues au service du colonialisme « découvrirent » que les Tutsis étaient une soi-disant race « hamitique caucasoid », qui – prétendait-on – avait initialement apporté la civilisation au Rwanda. Tandis que de tels dogmes racistes étaient martelés à l'école et ailleurs, les Hutus étaient exclus de l'éducation supérieure, des postes administratifs et de la plupart des emplois. Tout le monde devait porter des cartes d'identité semblables à celles de l'apartheid, et où figurait le groupe ethnique – un système encore en vigueur aujourd'hui au Rwanda.

Le soulèvement rwandais de 1959-62 était dirigé par de jeunes Hutus, pour la plupart anciens séminaristes catholiques, qui avaient été éduqués par des prêtres de gauche. (Sous la pression de l'ONU, qui supervisait la « tutelle » belge sur les anciennes colonies allemandes, et afin de désamorcer un mouvement indépendantiste, le système éducatif avait été ouvert aux Hutus après la Deuxième Guerre mondiale.) Le manifeste central de la rébellion appelait à briser « le monopole politique d'une seule race, la race tutsie » (*Protest and Power in Black Africa*, textes rassemblés par Robert Rotberg et Ali Mazuri). En 1959, une jacquerie paysanne massive renversa la monarchie et amena au pouvoir l'élite hutue, tandis que les colonialistes belges, craignant un « autre Lumumba », se ralliaient au nouveau pouvoir tout en accordant l'« indépendance » au pays. Mais au lieu d'ouvrir la voie à la libération des masses opprimées, cela conduisit à plusieurs années de massacres ethniques généralisés, dans lesquels des dizaines de milliers de personnes trouvèrent la mort.

Un élément important dans les conflits ethniques répétés au Rwanda et Burundi a été les efforts des régimes militaires pour maintenir leur pouvoir, leurs richesses et leurs privilèges. Armés et soutenus activement par leurs parrains impérialistes, ils ont fomenté au cours des trois dernières décennies toute une série de pogromes massifs. Au Burundi, où les Tutsis continuaient à tenir les rênes du

pouvoir, l'armée a répliqué aux révoltes hutues de 1965, 1972, 1988 et 1993 par des massacres à grande échelle de Hutus. Elle a tué des dizaines, peut-être des centaines de milliers de personnes et contraint plus d'un million d'autres à l'exil.

A l'époque de l'impérialisme, dans laquelle le poids économique des pays industriels avancés interdit le développement d'une bourgeoisie nationale forte, il est impossible de reproduire la dynamique des révolutions bourgeoises des XVII^e et XVIII^e siècles. Dans la Révolution française de 1789 (exemple classique de révolution bourgeoise), la révolte paysanne fut la force motrice de la destruction de l'ordre féodal réactionnaire, donnant la terre à ceux qui l'avaient travaillé et ouvrant la voie au développement économique (capitaliste). Aujourd'hui, à l'époque impérialiste, la force élémentaire de l'insurrection paysanne dans les pays coloniaux et semi-coloniaux – pour ne pas être dissipée ou même déviée dans une direction réactionnaire, comme dans le cycle incessant des massacres ethniques au Rwanda et au Burundi – doit être liée à la lutte internationale de la classe ouvrière pour la révolution socialiste.

Il y a cent ans à peine, avant que l'Afrique subisse le fléau du colonialisme, la région du Rwanda et du Burundi était une des plus avancées du continent. Aujourd'hui, ces deux contrées font partie des pays les plus pauvres au monde. Elles ploient sous les dettes auprès des gouvernements impérialistes et des banques internationales et elles sont pressurées par les trusts géants qui dominent le marché de leur seule exportation significative, le café – et qui en abaissent inexorablement le prix. Pour couronner le tout, on estime que 40 % de la population de Kigali et des autres villes rwandaises est contaminée par le virus du sida.

Ayant fait tout ce qui est imaginable pour transformer le Rwanda en un enfer terrestre, les impérialistes profitent maintenant de la tragédie de ce pays pour se donner une image « humanitaire ». Paris a pris les devants pour maintenir son rôle de « puissance africaine ». Washington avait envisagé d'en appeler à l'Afrique du Sud de l'« après-apartheid » pour intervenir. (Pendant l'investiture de Nelson Mandela au Cap en mai dernier, le vice-président américain Gore avait essayé de lancer cette proposition. Et Mandela vient de prendre du service en acceptant de jouer les « médiateurs » en Angola.) Une Afrique du Sud capitaliste, malgré la mascarade du « partage du pouvoir », est toujours l'Etat des « Randlords » et un ennemi de la libération des Noirs. Mais l'Afrique du Sud concentre de puissantes forces prolétariennes. Une révolution ouvrière dans le cœur industriel qu'est ce pays sera une force libératrice produisant une transformation sociale qui atteindra les zones les plus arriérées du continent africain.



Le Bolchévik

Paris, le 1er juillet - Cortège de la Ligue trotskyste dans la manifestation contre l'intervention française au Rwanda.

d'Etat manqué perpétré par l'armée dominée par les Tutsis, en octobre dernier, a déclenché des massacres ethniques dans lesquels environ 100 000 personnes ont péri. Au Rwanda, un accord de paix signé en août de l'année dernière entre le gouvernement et le FPR, qui prévoyait un gouvernement « de transition », a été rompu avec l'holocauste ethnique actuel.

Le signal pour le déclenchement du massacre a été l'attentat perpétré contre l'avion qui transportait les présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda et Cyprien Ntaryamira du Burundi, tous deux hutus, alors qu'ils rentraient, le 6 avril, à Kigali après des négociations en Tanzanie sur les accords de « partage du pouvoir ». Moins d'une heure après la destruction de l'avion, des troupes de la garde présidentielle rwandaise, prétendant que ce double assassinat était l'œuvre des Tutsis, entreprirent d'éliminer tous les opposants politiques connus, hutus ou tutsis, et leurs familles. Simultanément, comme si elles agissaient de façon concertée, dans tout le pays les

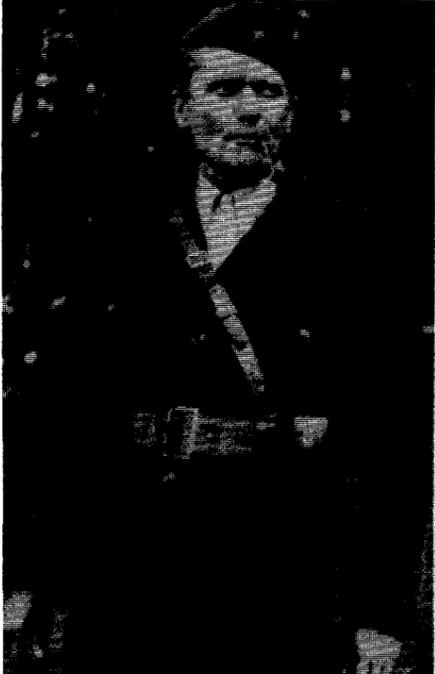
Europe et ailleurs dans le monde. Cependant, comme l'armée rwandaise, le FPR a fréquemment lancé des attaques indiscriminées contre des civils, prenant pour cible des hôpitaux, des écoles, des marchés et des camps de réfugiés. Des observateurs de l'ONU qui ont traversé les territoires occupés par le FPR, le long de la frontière tanzanienne, ont vu des rebelles tirant sur des réfugiés qui essayaient de traverser la rivière à la nage.

Le FPR est en réalité totalement subordonné au régime ougandais répressif de Yoweri Museveni. Recrutant ses membres parmi les réfugiés rwandais en Ouganda, le FPR a aidé la guérilla de Museveni à s'emparer du pouvoir en Ouganda, en 1986, et a été ensuite intégré à son armée. D'après un rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch Arms Project (*Arming Rwanda*, janvier), quand le FPR a attaqué dans le nord du Rwanda en 1990, beaucoup de soldats portaient encore des uniformes de l'armée ougandaise, et la plupart de leur

Balkans...

Suite de la page 3

liste directe comme leur principal espoir. L'année dernière, ils ont formé une armée de 200 000 hommes qui a lancé une offensive militaire repoussant les Croates hors de la plupart des zones de la Bosnie centrale. Et alors que les médias occidentaux ne parlent exclusivement que des atrocités serbes, il y a de multiples exemples d'« épuration ethnique » perpétrés par les forces musulmanes quand elles



Der Spiegel

Vainqueurs des oustachis, des tchetniks et des envahisseurs nazis, les partisans de Tito (ci-dessus) avaient établi un Etat ouvrier déformé pan-yougoslave.

avaient l'avantage militaire. Pour justifier leur soutien aux Musulmans bosniaques, PO, la LCR et d'autres aiment dire qu'existent des communautés intégrées dans les villes comme Sarajevo et Tuzla. Mais une des tragédies de l'écroulement contre-révolutionnaire de la Yougoslavie - écroulement auquel ces capitulards contribuent de leur mieux - c'est le déchirement de ces communautés très intégrées et leur subordination aux forces communalistes et nationalistes.

Les JCR-GR et les Balkans : de tous les bords...

Les JCR-GR (Gauche révolutionnaire) non seulement dénoncent « Secours ouvrier pour la Bosnie » (et autres opérations probosniaques) mais déclarent « [défendre] la Serbie contre toute agression impérialiste » (*l'Egalité* n° 29, avril). Certes, mais bien loin d'être un modèle d'intransigeance révolutionnaire la politique des JCR-GR à l'égard des Balkans est l'expression même de la versatilité du centrisme. N'ayant jamais eu de boussole programmatique ni même le moindre principe marxiste, la direction des JCR a tourné comme une girouette au gré de ses appétits opportunistes du moment - passant en moins d'un an d'une position

à la position opposée...

En 1992, les JCR - alors organisation de jeunesse de la LCR dont elles servaient de couverture de gauche et qui cherchaient, en même temps, à s'attirer les bonnes grâces d'une scission du PT-PCI réformiste de Lambert - expliquaient : « *C'est aux travailleurs eux-mêmes d'organiser la solidarité, en premier lieu avec les travailleurs de Bosnie* » (*l'Egalité* n° 17, décembre 1992). En d'autres termes, la direction des JCR appelait alors à un « Secours ouvrier pour la Bosnie » !

Par la suite, exclue de la LCR, la direction des JCR, à la dérive, a lancé, courant 1993, une pétition (qu'on peut trouver encore dans *l'Egalité*) appelant à « la levée de l'embargo contre la Yougoslavie - Pour le retrait des troupes de l'ONU ». Le partenaire de bloc avait changé - c'était Marc Cohen, membre en vue du PCF et, alors, rédacteur en chef de *l'Idiot international*. Le torchon de Jean-Edern Hallier - lieu de rencontre entre « intellectuels » corrompus du PCF, fascistes et réactionnaires divers rassemblés par leur chauvinisme virulent - a la particularité d'être proserbe, dans la continuité de la politique historique de l'impérialisme français dans les Balkans. Et, comme nous le faisons remarquer dans notre article « Les JCR et la coalition "rouge-brune" à la française » (*le Bolchévik* n° 124, juillet-août 1993), « il n'est pas étonnant que, dans l'appel signé par Cohen, les JCR et Cie, le seul impérialisme mentionné soit le rival traditionnel de la France (entre autres dans la région) : l'Allemagne ! » Ce sentiment proserbe reste vivace dans certains milieux dans et autour du PCF que courtisent avidement les JCR.

Mais leur nouvelle organisation-sœur en Grande-Bretagne, Militant Labour, que la direction des JCR a rejointe il y a quelques mois, est soumise à d'autres pressions nationales devant lesquelles elle capitule. Militant Labour, qui a vécu pendant des décennies dans le giron social-démocrate du Parti travailliste, court après les courants pacifistes de ce parti et de la bourgeoisie libérale. S'alignant sur le pacifisme petit-bourgeois, elle se garde bien de prendre une position de défense de la Serbie face aux impérialistes. En fait, la ligne antiguerre de Militant Labour s'est réduite à faire campagne pour le Parti travailliste. Le dernier numéro de *l'Egalité* (juin), qui pourtant répond au groupe britannique du SU, ne contient plus la moindre allusion à une défense de la Serbie contre une agression impérialiste. L'annonce d'un nouveau tournant en direction de la position des réformistes de Militant Labour ?

LO contre la défense de la Serbie

Lutte ouvrière (LO), le Parti des travailleurs/Parti communiste internationaliste (PT/PCI) de Lambert et le groupe Socialisme international (SI) ne soutiennent, eux non plus, aucun des protagonistes de la guerre intercommunau-

doivent comprendre qu'ils se sont trompés de parti !

Au Japon, le parti prolétarien internationaliste reste à construire. Ce parti, comme le Parti bolchévique de Lénine qui combattait la prison des nations tsariste, luttera dans l'intérêt de la classe ouvrière et des minorités, pour créer une république ouvrière. Le Groupe spartaciste Japon lutte pour construire un parti léniniste-trotskyiste multinational. Tous ceux qui haïssent le racisme et le chauvinisme, qui pensent que la classe ouvrière n'a pas de patrie - comme l'écrivaient Marx et Engels en 1848 -, qui défendent la Corée du Nord contre les provocations impérialistes, qui veulent combattre les discriminations à l'encontre des Coréens et des autres minorités du Japon dans le cadre du combat pour la révolution socialiste, doivent rejoindre le GSJ. ■

taire. S'il est vrai que nous, trotskystes, prenons une ferme position de *défaitisme révolutionnaire* dans une telle guerre, il ne serait en être de même en cas d'agression impérialiste contre les Serbes. Comme le rappelait la Quatrième Internationale de Trotsky dans son programme de fondation (le Programme de transition), « *le devoir du prolétariat international sera d'aider les pays opprimés en guerre contre les oppresseurs* ». Mais, dans ce cas, les LO, PT/PCI et autres SI se gardent bien d'adopter cette position trotskyte de *défensisme révolutionnaire*. Dans la revue mensuelle de LO à diffusion restreinte, *Lutte de classe*, on peut ainsi lire : « *Alors, que l'ultimatum actuel aboutisse à une ou plusieurs interventions aériennes qui feront inévitablement plus de morts parmi les civils que dans les bandes armées, ou qu'il aboutisse à un compromis momentané, les révolutionnaires se doivent bien entendu d'être opposés à toute intervention impérialiste* » (*Lutte de classe* n° 5, février). Avec cette prise de position qui reste prudemment dans le cadre du pacifisme petit-bourgeois (juste à la gauche du PCF), la direction de LO refuse de prendre le camp de la Serbie contre son propre impérialisme. Par ailleurs, dans son jour-



Der Spiegel

Miliciens nationalistes bosniaques, protagonistes d'une guerre civile fratricide où les marxistes n'ont aucun camp à prendre.

nal destiné aux « masses », *Lutte Ouvrière*, elle met même en sourdine sa propre « opposition » à une intervention impérialiste...

Par ailleurs, LO, qui a toujours nié la nature de classe de l'Etat ouvrier déformé de l'ex-Yougoslavie, a quelque difficulté à expliquer la situation d'aujourd'hui : « *La Yougoslavie n'a certes jamais été un modèle d'Etat multinational ; elle ne pouvait pas assurer la cohabitation vraiment démocratique et égalitaire des peuples car elle n'était démocratique à l'égard d'aucun des peuples. Mais elle assura quand même un cadre pour une société multi-ethnique qui, avec le temps, le devenait de plus en plus, avec des mélanges de nationalités différentes dans les mêmes régions, les mêmes villes, voire dans les mêmes familles, en raison de la multiplication des mariages mixtes et du nombre croissant de Yougoslaves qui ne se connaissaient aucune autre nationalité que celle de yougoslave, justement* » (*Ibid.*). Comprenne qui pourra par quelle opération miraculeuse la Yougoslavie était devenue une nation multiethnique pour, ensuite, se transformer à nouveau en champ de bataille fratricide...

En fait, le carnage actuel, qui a déchiré la Yougoslavie, est partie intégrante de la *contre-révolution capitaliste*. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, les partisans dirigés par Tito, qui avaient combattu victorieusement les oustachis, les tchetniks et les envahisseurs nazis, avaient établi, par le haut, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. En ayant exproprié la bourgeoisie, ils jetaient ainsi les bases pour résoudre la question nationale en Yougoslavie. Ayant gagné une énorme autorité morale, ils représentaient la seule force unificatrice pour les

nationalités de Yougoslavie. Mais la question nationale ne pouvait être résolue à l'intérieur des frontières de l'Etat ouvrier déformé yougoslave, et les « réformes de marché » et l'« autogestion » du régime stalinien de Tito ont pavé la voie à la contre-révolution capitaliste qu'orchestreront les impérialistes avec leur campagne de guerre froide contre l'URSS et les Etats ouvriers déformés.

Toute cette « extrême gauche », qui lors de cette guerre froide - de l'Afghanistan à l'URSS en passant par la Pologne et l'Allemagne - s'est placée dans le camp de l'impérialisme contre le bloc soviétique, a une lourde responsabilité politique pour la destruction des Etats ouvriers et la situation catastrophique qui y règne aujourd'hui - jusqu'à des bains de sang comme dans l'ancienne Yougoslavie. A la suite de la social-démocratie et au nom d'une soi-disant lutte contre la bureaucratie stalinienne, ils ont communiqué dans une même ferveur stalinophobe à l'égard de tous les mouvements contre-révolutionnaires qui pointaient leur nez dans le bloc soviétique. La plupart - la LCR, le PT/PCI, PO - ont exprimé un engouement particulier à l'égard d'une série de nationalistes procapitalistes qu'ils

ont justifié au nom d'un sacro-saint « droit démocratique à l'autodétermination » élevé au niveau d'un principe de classe. C'est une distorsion fondamentale de la politique de Lénine et Trotsky qui, s'ils se battaient pour le droit à l'autodétermination, affirmaient la prédominance de la question de classe. Comme Trotsky le rappelait encore en 1940, « *le salut de la révolution socialiste passe avant les principes démocratiques* » (« Bilan de l'expérience finlandaise », *Oeuvres*, tome 23).

Ainsi, le SU salua les « Frères de la forêt » estoniens, des fascistes alliés aux nazis qui combattirent l'Armée rouge pendant la Deuxième Guerre mondiale. Pouvoir ouvrier et Socialisme international se firent, en 1991, les porte-parole des « droits » des nationalistes croates pro-oustachis, réclamèrent la reconnaissance immédiate de la déclaration d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie. Etc. Aujourd'hui, ce sont ces mêmes mouvements de « libération nationale » qui se livrent une guerre fratricide.

La seule voie pour sortir de ce piège sanglant, c'est la révolution prolétarienne triomphante dans toute la région et instaurant une authentique fédération socialiste des Balkans. Le capitalisme ne peut en aucun cas assurer les droits nationaux et démocratiques de tous les peuples de la région. Les trotskystes luttent pour construire des partis communistes internationalistes qui engageront une lutte intransigeante contre toutes les formes de nationalisme. Dans cette zone où vivent des peuples géographiquement interpénétrés, la question démocratique de l'« autodétermination » ne pourra se résoudre équitablement que dans le cadre du pouvoir du prolétariat. ■

Corée...

Suite de la page 7

Il-sung du stalinisme. Minsén fut dissous et remplacé par Chosen Soren, qui était ligoté dès le départ par la promesse de Kim Il-sung de ne pas « s'ingérer » dans la politique intérieure japonaise.

Aujourd'hui, Chosen Soren se subordonne docilement aux ordres du « Grand dirigeant » et se préoccupe rarement des questions centrales pour les Coréens au Japon, comme de revendiquer les pleins droits de citoyenneté pour tous les non-Japonais résidant dans le pays. Mais la responsabilité de la dégénérescence du mouvement coréen combatif de l'après-guerre doit être imputée à la direction chauvine du PCJ. Les militants du PCJ qui haïssent le racisme et le chauvinisme

Expulsions...

Suite de la page 1

anti-immigrée du gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua. *Halte aux expulsions ! A bas la chasse aux « clandestins » !* Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays doivent avoir le droit d'y rester. *Titularisation immédiate de tous les maîtres auxiliaires ! Non à l'exclusion des « étrangers » de la fonction publique ! A bas toutes les discriminations racistes dans l'emploi, le salaire, le logement, l'école ou les soins médicaux ! Abrogation du « Code de la nationalité » et des lois racistes Mitterrand-Pasqua ! A bas la « forteresse Europe » ! Défense du droit d'asile ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leurs familles !*

Pendant que Pasqua expulse - et organise des rafles à répétition dans la communauté kurde -, ses flics continuent à terroriser les immigrés et leurs enfants : Faouzi Benraïss mort après une course-poursuite avec la police, à Toulon, le 26 avril dernier ; Oussi Touré, arrêté pour un contrôle d'identité, retrouvé mort dans les locaux de la préfecture de Police de Paris, le 7 mai dernier. « Malaise cardiaque »... Comme Malik Ousseïkine ?! Nous exigeons : *Flics hors des cités-ghettos ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines ! Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur et la ségrégation racistes !*

Dès que les premiers cas d'expulsions ont été connus, lycéens, enseignants et parents d'élèves se sont mobilisés dans plusieurs établissements de la région parisienne, avec ses importantes communautés d'origine maghrébine et africaine noire. Le 18 mai dernier, ils sont venus à plusieurs centaines de la banlieue nord de Paris manifester devant le Ministère de l'Éducation nationale pour empêcher les expulsions de Moindjé Darouèche, un jeune Comorien lycéen à Stains, de Karim Drici, maître auxiliaire algérien à Stains, et de Faye Penda, une lycéenne sénégalaise de Romainville. Deux jours après, ce sont mille lycéens d'Argenteuil qui manifestent contre l'expulsion d'un maître auxiliaire. Le 27 mai, un collègue d'Orly est en grève quasi totale. Le mois de juin a vu, dans les rues de Paris, plusieurs manifestations en défense des maîtres auxiliaires menacés d'expulsion. Lors du rassemblement du 18 mai, une jeune manifestante lancera : « On a déjà gagné contre le CIP, il n'y a pas de raison qu'on ne les fasse pas reculer ! » (l'Humanité, 19 mai).

Oui, on peut et on doit faire reculer Mitterrand-Balladur. Ce gouvernement, qui avait claironné bien haut et fort ses projets réactionnaires, a d'abord été

sonné par la grève victorieuse d'Air France en novembre pour être envoyé au tapis à peine cinq mois après par la jeunesse, multiethnique, mobilisée aux côtés des travailleurs contre le SMIC-jeunes (le « CIP »). Devant cette mobilisation, il a même dû revenir sur l'expulsion qu'il avait prononcée à l'encontre des deux jeunes manifestants d'origine algérienne de Lyon, soi-disant « casseurs ». Aujourd'hui, il cherche à prendre sa revanche sur la jeunesse qui l'a contraint à battre si piteusement en retraite.

Face aux premières mobilisations contre les expulsions racistes, il tente de désamorcer et diviser le mouvement. Il prononce quelques paroles rassurantes,



Manifestation anti-CIP du 20 avril à Paris. Les jeunes se sont mobilisés contre l'expulsion de deux de leurs camarades algériens.

tout en restant dans le flou et menaçant même ouvertement du plus total arbitraire les « salariés temporaires » (qui voient leur carte de séjour expirer en juillet) dont la « situation sera étudiée au cas par cas ». Libération de ce jour cite le cas de Samuel M'Pondo, maître auxiliaire de nationalité camerounaise à Anet (Eure-et-Loir), qui vient de recevoir de la préfecture son avis d'expulsion : il a jusqu'à ce soir pour quitter le territoire. Plus que jamais, en cette période de vacances scolaires d'été, le devoir du mouvement ouvrier est de faire preuve de vigilance et de mobiliser toute sa puissance pour empêcher la moindre expulsion.

Les charrettes d'expulsés que projette le gouvernement est une question qui ne concerne ni ces seuls maîtres auxiliaires ni les seuls enseignants. Elle concerne l'ensemble des travailleurs, des immigrés et des jeunes. La bourgeoisie française est engagée dans une véritable guerre commerciale avec ses concurrents impérialistes pour défendre et accroître ses profits, dans un contexte de crise économique aiguë. Dans la foulée de la victoire de la contre-révolution capitaliste en URSS et dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, les classes dirigeantes européennes se livrent partout à la même attaque contre « leurs » travailleurs : blocage et réduction des salaires, démantèlement du système de protection sociale, licenciements en masse, privatisation du secteur public. Partout aussi, fait rage une campagne raciste qui, en désignant l'immigré comme le responsable de la crise économique et du chômage, vise à diviser la classe ouvrière multiethnique (dont les immigrés sont une composante combative et puissante) et à affaiblir son potentiel de riposte à l'offensive capitaliste.

Dès son retour au pouvoir, la droite française, avec à ses côtés Mitterrand, a marqué du sceau de la guerre raciste sa volonté d'en découdre avec l'ensemble des travailleurs. Les élections législatives de mars 93 à peine terminées, le gouvernement Balladur-Mitterrand mettait en état de siège le XVIII^e arrondissement parisien pour écraser la révolte des jeunes qui protestaient contre le crime raciste dont Makome M'Bowole a été victime dans un commissariat de ce quartier immigré. Juste après, il renforçait brutalement l'arsenal législatif anti-immigré

établi par les précédents gouvernements Mitterrand, de « gauche ». L'été dernier, Pasqua, faisant revivre les images de la déportation vichyste des Juifs, projeta d'expulser les « clandestins » par trains...

Depuis, le gouvernement a été contraint par les luttes ouvrières/jeunes de revoir à la baisse et de mettre de côté certains de ses projets réactionnaires et antiouvriers (comme, récemment encore, la « TVA sociale »). Mais le terrain principal sur lequel il continue d'avancer sa politique réactionnaire, c'est contre les immigrés et leurs enfants. Plus encore, il espère bénéficier du consensus raciste, qui va jusqu'aux directions des PS et PCF, pour faire preuve de sa « fermeté »,

mis) du 10 mai 81.

Après avoir conduit, dans les divers gouvernements « de gauche » depuis 1981, une politique antisoviétique, antiouvrière et anti-immigrée, les directions des PS et PCF continuent de montrer leur utilité à leurs maîtres bourgeois en dévoyant les mobilisations sociales sur le terrain parlementaire, évitant (comme lors de la grève d'Air France, que les bureaucrates syndicaux ont tenue isolée et inorganisée) qu'elles débouchent sur une confrontation avec la bourgeoisie et son gouvernement, terrorisés par un nouveau Mai 68. Aujourd'hui encore, alors qu'était et qu'est posée la question d'une puissante riposte aux menaces d'expulsions, les dirigeants réformistes des syndicats et des partis ouvriers ont épargné à leurs maîtres capitalistes un nouvel embrasement de la jeunesse et des travailleurs de l'enseignement. Ils ont traité la question de ces maîtres auxiliaires comme une « question catégorielle », pouvant se traiter dans les couloirs ministériels, et ont maintenu isolées et sans perspective les mobilisations de mai et de juin, alors que, au moins, une grève de toute l'Éducation nationale s'imposait - surtout en cette période d'examens !

La passivité quasi totale des bureaucrates de la FSU, de la FEN, du SGEN et des syndicats enseignants de FO, comme des directions de l'ensemble du mouvement ouvrier, ne doit surprendre personne : ces réformistes ont tous soutenu la politique profondément anti-immigrée des différents gouvernements « de gauche » - qui ont édicté les circulaires racistes (notamment celles de 1989, 1990 et 1992) sur lesquelles le gouvernement actuel s'appuie pour expulser les maîtres auxiliaires et qui permettent de vider en masse les universités des étudiants étrangers « indésirables ». Comment la direction du PCF pourrait-elle lutter contre la « préférence nationale », elle qui a fait du mot d'ordre chauvin « Produisons français » son emblème ?! Tous sont d'accord avec Pasqua sinon sur les moyens du moins sur la nécessité de lutter contre « l'immigration clandestine » et de faire régner l'« ordre » terroriste des flics dans les quartiers immigrés.

Partout en Europe, les travailleurs se sont soulevés contre les attaques contre leur emploi et leur niveau de vie et partout, la jeunesse s'est mobilisée contre la terreur raciste/fasciste. En France, les luttes de la jeunesse et de la classe ouvrière, qui ont connu leurs sommets avec la grève d'Air France et les mobilisations contre le SMIC-jeunes, ont ouvert une crise politique. Mais, en l'absence d'une direction révolutionnaire à la classe ouvrière, ces victoires remportées sur le gouvernement ont été largement dilapidées. La politique de collaboration de classes des directions du PCF, du PS et des syndicats, qui ont tout fait pour éviter que ces luttes se déploient en contre-offensive généralisée, laisse le champ libre à la réaction pour profiter de l'instabilité sociale et politique.

Ce qu'il faut, c'est que les travailleurs, brisant le carcan de la collaboration de classes et de leurs directions traîtres, jettent dans la bataille toute leur puissance sociale, notamment en soudant leurs rangs par une lutte sans merci contre la terreur et les discriminations racistes ; ils doivent lier leur puissance à la combativité de la jeunesse multiethnique qui a été le moteur des luttes antiracistes et antifascistes. La seule solution prolétarienne à la crise actuelle, c'est - sous la direction d'un parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique - le renversement du pouvoir capitaliste et l'instauration d'un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie. ■

Jamal...

Suite de la page 12

meeting en défense de Jamal avait été organisé à Paris, avec la participation de représentants de la Ligue trotskyste et du MRAP et de l'avocate Danielle Mérian (membre de l'ACAT - Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et des exécutions capitales). Le représentant du CDDDS traça les enjeux de ce combat : « Le combat [pour sauver Jamal] est d'autant plus le nôtre que nous savons ce qu'est la terreur policière et la ségrégation [en France]. Si la peine de mort ne figure pas dans les textes, elle est appliquée dans les faits [...]. Et les assassins racistes qui sont jugés prennent moins que ce que prend un Beur quand il vole un autoradio. La lutte de Mumia Abu-Jamal doit être la nôtre. [...] rejoignez-nous pour dire : Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir ! »

Pour participer au combat pour sauver Mumia Abu-Jamal et abolir la peine de mort aux USA, contactez le Comité de défense sociale, BP 202, 75822 Paris Cedex 17. Si vous souhaitez correspondre avec Jamal, vous pouvez écrire à : Mumia Abu-Jamal, AM8335, 1100 Pike St., Huntingdon, PA 16652-1112, USA.

POUR CONTACTER LA LIGUE TROTSKYSTE

Paris Le Bolchévick BP 135-10 75463 Paris cedex 10 Tél : 42 08 01 49
Rouen Spartacist BP 240 76003 Rouen cedex Tél : 35 73 74 47

Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir !

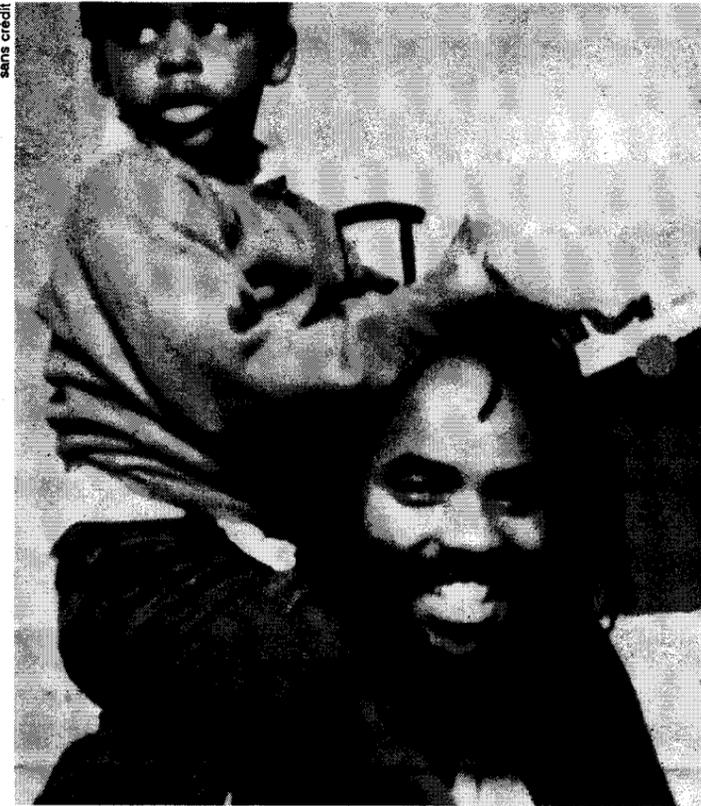
Mumia Abu-Jamal, un courageux militant de la libération des Noirs, fait face à l'Etat américain raciste qui veut l'envoyer à la chaise électrique. Condamné à mort pour un crime qu'il n'a pas commis, ce prisonnier politique est depuis douze ans dans le « couloir de la mort » (le quartier des condamnés à mort) de la prison de Huntingdon, en Pennsylvanie.

Aujourd'hui, ils veulent faire taire celui que son combat en faveur des pauvres, des immigrés et des opprimés a fait surnommer la « voix des sans-voix ». La National Public Radio (NPR) avait programmé de diffuser en mai dernier une série de chroniques de Jamal. Mais, sous la pression d'une association de flics de Philadelphie, le Fraternal Order of Police (FOP), sinistrement relayé par un certain nombre de journaux américains, la NPR a annulé ses émissions. Lutz, le président du FOP, déclara : « Il devrait être mort depuis longtemps » (*New York Times*, 15 mai). Ils veulent le réduire au silence pour le tuer plus facilement. Il faut arracher Mumia Abu-Jamal des griffes de ses bourreaux racistes !

Depuis 25 ans, Jamal est dans le collimateur des tueurs en uniforme à cause de son engagement militant. Fondateur, à 14 ans, de la section de Philadelphie du Black Panther Party dont il sera le porte-parole, puis partisan de la communauté noire MOVE (dont l'immeuble sera pris d'assaut et bombardé par la police de Philadelphie en 1985 : onze tués, dont cinq enfants), il était président de l'association des journalistes noirs de Philadelphie quand, en 1982, il fut victime d'une machination policière et judiciaire. Après que les flics eurent tenté sans succès de l'assassiner en pleine rue le 9 décembre 1981, il fut accusé du meurtre d'un policier et condamné à mort à l'issue d'un procès truqué.

Le procès de Jamal fut une véritable mascarade judiciaire. Le juge qui l'a condamné à la peine capitale, Albert Sabo, a envoyé plus d'hommes dans les couloirs de la mort que n'importe quel autre juge du pays. Il est surnommé « le roi du couloir de la mort ». Sabo a dénié à Mumia tous ses droits, allant jusqu'à lui refuser d'être représenté par l'avocat de son choix, sélectionnant les jurés et manipulant scandaleusement des parties clés

Mumia Abu-Jamal, journaliste noir, ancien militant des Black Panthers, « voix des sans-voix », prisonnier politique du quartier des condamnés à mort.



du procès. L'accusation affirmait que Jamal pourrait obtenir « appel sur appel », essayant ainsi de tromper le jury en lui faisant croire que jamais la sentence ne serait appliquée. Douze ans après, la Cour suprême des Etats-Unis rejette toujours sa demande de révision du procès. Et aujourd'hui, plus aucune barrière légale ne s'oppose à l'exécution de Mumia Abu-Jamal. A tout moment, le gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie peut signer le décret qui l'enverra à la mort.

Juste après la décision de la NPR de supprimer les chroniques de Jamal, le réseau Pacifica Radio News (qui possède soixante stations de radio locales) choisit de les diffuser. Dans sa première émission, Jamal rappelait plusieurs précédents judiciaires montrant le caractère raciste de la peine de mort aux Etats-Unis : « Chaque jour en Amérique, le voyage continue, une marche noire vers le couloir de la mort [...]. Dans l'affaire McCleskey contre Kemp en 1987, la célèbre étude de Bedeau a révélé des faits qui ont prouvé

sans contestation possible que : 1) les accusés inculpés d'avoir assassiné des victimes blanches en Georgie sont 4, 3 fois plus susceptibles d'être condamnés à mort que les accusés inculpés d'avoir assassiné des Noirs ; 2) six sur onze accusés condamnés pour l'assassinat d'une personne blanche ne se verraient pas condamnés à la peine de mort si leur victime avait été noire ; 3) des affaires impliquant des accusés noirs et des victimes blanches sont plus susceptibles d'aboutir à une condamnation à mort que les affaires impliquant toute autre combinaison raciale pour l'accusé et la victime [...]. L'ancien juge de la Cour suprême Powell a déclaré, au fond, que des différences ne constituent pas une discrimination [...]. McCleskey ne pouvait pas avoir raison, ou alors le système tout entier avait tort. Aujourd'hui, il ne pourrait pas en être ainsi, n'est-ce pas ? »

Le système de lynchage légal est partie intégrante de l'oppression raciste que subissent les Noirs. La peine capitale n'exprime pas seulement la barbarie et la cruauté arbitraire de cette forme ultime de la terreur d'Etat, mais aussi le racisme inhérent à son application. Le cas de Mumia Abu-Jamal, c'est ça la peine de mort. Un moyen de terroriser les minorités, un prolongement de la terreur extralégale du Ku Klux Klan et des exécutions sommaires perpétrées par les flics dans les rues - pour faire en sorte que les Noirs « restent à leur place ». A l'époque des « droits civiques », le lynchage public n'est plus de rigueur, mais la peine de mort est là pour réduire au silence les opposants à ce système barbare. La répression raciste exercée par une minorité de possédants sur la grande majorité des hommes et des femmes de couleur, de sans-logis, de sans-emploi, tente d'étouffer la voix de tous les Jamal qui menacent leur « ordre » et leur « sécurité ».

Le Partisan Defense Committee (PDC - une organisation de défense lutte de

classe liée à nos camarades de la Spartacist League) est aux premières lignes du combat pour l'abolition de la peine de mort et pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal - un combat qui est partie intégrante de notre lutte pour l'égalité des Noirs dans une Amérique socialiste. Dernièrement à New York, un meeting organisé par le Committee to Save Mumia Abu-Jamal et le PDC a réuni 250 personnes mobilisées pour protester contre la suppression des chroniques radiophoniques de Jamal. L'urgence du meeting était soulignée par le fait que le sinistre FOP se démène pour hâter l'exécution de Jamal, bombardant la presse de déclarations exigeant son exécution immédiate.

Au cours de ce meeting (auquel participaient notamment l'épouse de Jamal, Wadiya Abu-Jamal, son principal avocat Leonard Weinglass, l'acteur Ossie Davis, Bruce Wright, auteur de *Black Robes, White Justice*, et Elombe Brath, président de la Patrice Lumumba Coalition), un porte-parole du PDC rappela l'histoire de la peine de mort aux Etats-Unis comme arme de répression politique : « Pendant la chasse aux sorcières de la Guerre froide, dans les années 1950, quand les "rouges" étaient dénoncés comme des espions qui méritaient la mort, les courageux époux Rosenberg furent exécutés parce qu'ils étaient communistes et juifs. Aujourd'hui, la sentence de mort suspendue au-dessus de la tête de Mumia menace d'être la première exécution politique depuis les Rosenberg [...]. En fin de compte, seule la révolution socialiste peut mettre fin au système de la loi du lynchage capitaliste et garantir les droits des opprimés. Dans une Amérique socialiste, avec peut-être Geronimo Ji Jaga au Ministère de la Justice et Mumia Abu-Jamal au Ministère de l'Information, alors et alors seulement nous pourrions commencer à parler de justice. »

La lutte pour sauver Jamal a recueilli un soutien dans le monde entier. Plus de 40 000 personnes, parmi lesquelles des personnalités comme les acteurs Harry Belafonte et Whoopi Goldberg et le député noir Ron Dellums, des organisations et des syndicats représentant des millions de travailleurs ont signé des pétitions exigeant la vie sauve pour Mumia Abu-Jamal ou envoyé des lettres et télégrammes au gouverneur de Pennsylvanie.

En France, la campagne pour sauver Jamal a été relayée dès 1990 à l'initiative du Comité de défense sociale (CDDS), organisation sœur du PDC, liée à la Ligue trotskyste. Cette campagne a trouvé un écho particulièrement sensible auprès des jeunes issus de l'immigration maghrébine et africaine, qui subissent eux aussi quotidiennement l'injustice d'une société et d'un Etat capitaliste profondément racistes. Parmi les organisations ouvrières et démocratiques, la CGT, la LCR et le PCF, la Ligue des droits de l'Homme, l'Organisation internationale des journalistes, le Secours populaire français et le MRAP ont apporté leur soutien à la cause de Jamal.

En 1990, à l'initiative du CDDS, un



Workers Vanguard

New York, 3 juin - Meeting du Committee to Save Mumia Abu-Jamal et du PDC

Suite page 11